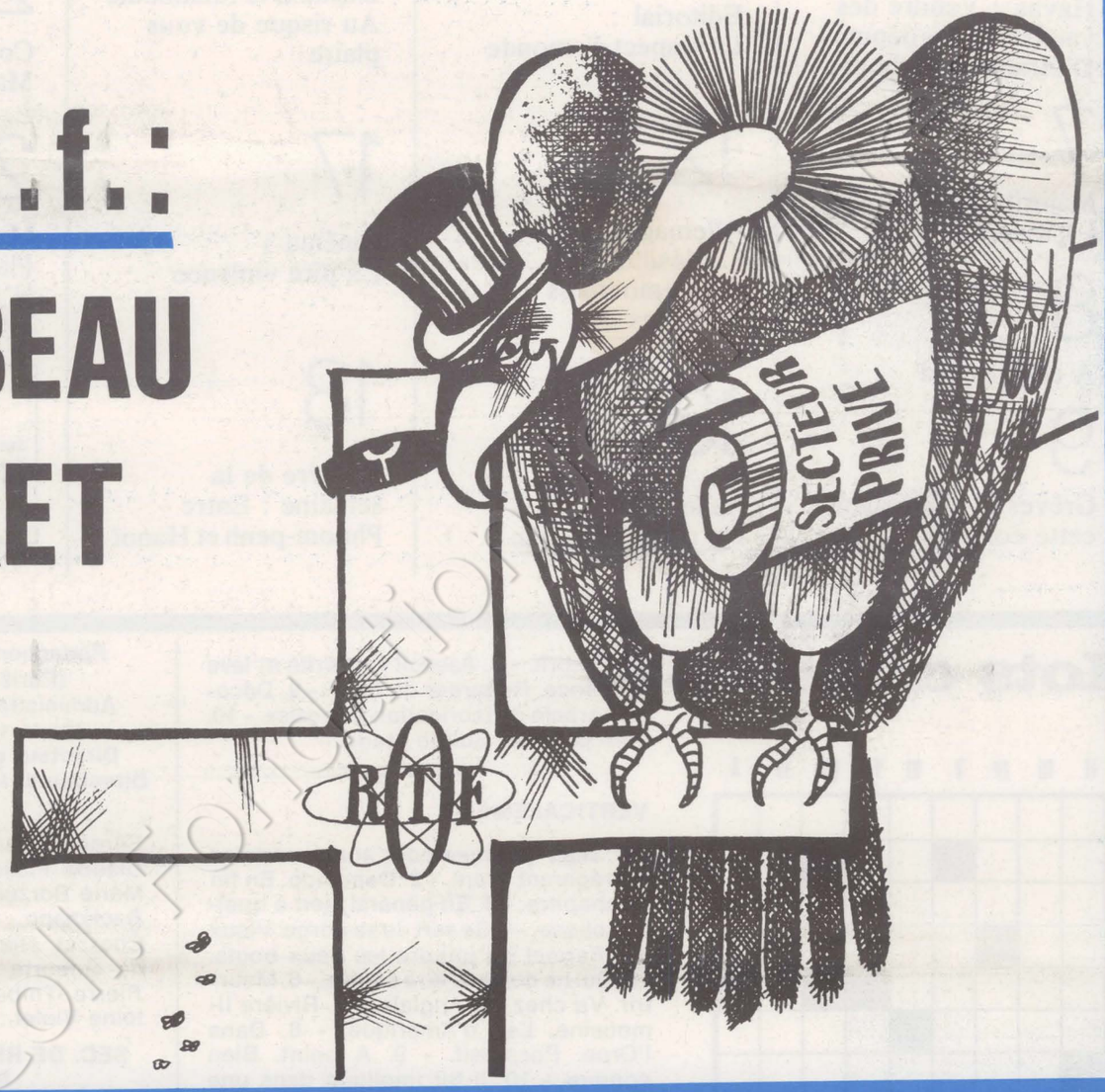
L'unité

N° 15- 2F50 Hebdomadaire socialiste 5 mai 1972

O.r.t.f.:
UN BEAU RACKET



Vendre des yaourts et des députés / La Bretagne, cette colonie / Italie : Un coup pour rien? / Requiem pour le jeudi

Coll. Fondation

Sommaire

3
O.r.t.f. : Le canal du profit

5
Un beau racket

6
Havas : Vendre des yaourts ou des députés
D'étranges méthodes

7
Majorité :
« Ça dérape »

8
A contre-pied

9
Grèves : La Bretagne, cette colonie

10
Formation :
Contre la robotisation continue
Nouvelle-Calédonie :
Un certain ordre

11
Editorial :
Le respect du monde

12
Allemagne :
La désillusion des démocrates chrétiens

13
Italie :
Un coup pour rien ?

15
Pollution : Une si gluante petite plage

16
Télévision : Alain Decaux, le funambule
Au risque de vous plaire

17
Cinéma :
La pire violence

18
Le livre de la semaine : Entre Phnom-penh et Hanoï

19
Document : Requiem pour le jeudi
Snes : « Le vrai problème n'est pas là »
Sgen : « Ne rien figer »

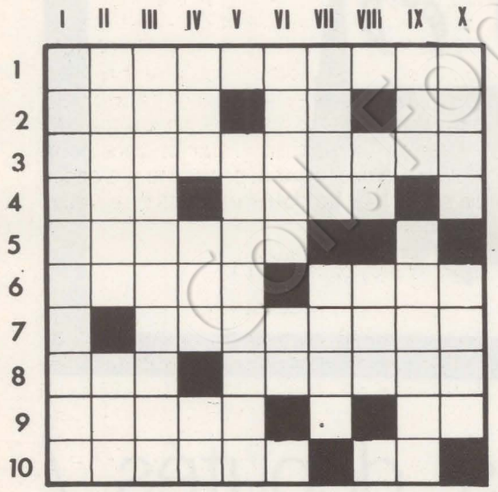
23
Courrier :
Mansholt et nous

24
Ma part de vérité :
Flash-back sur N'Krumah, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 6, 19) Keystone (pages 3, 12, 13, 14, 15, 16) Sabadel (pages 4, 9) Teich (page 8).

Mots croisés



PROBLEME N° 15

HORIZONTALEMENT

1. N'a jamais permis de faire tourner (rond) les tables de négociation. - 2. Même en Afrique elle peut recevoir des blancs. Le meilleur. Routines. - 3. Coupera. - 4. Démonstratif. Arrivées. - 5. Attention, c'est la faute ! - 6. Uniques. Essayez d'accrocher le regard avec. - 7. N'entraîne pas obligatoirement la finesse d'esprit. - 8. Asseoit l'autorité et lève la séance. Regarder de haut. - 9. Décorée. Article de fabrication française. - 10. Bien propres. Suit le grade.

VERTICALEMENT

1. Bien que faite pour après, certains la préparent avant. - 2. Demande. En fin de chapitre. - 3. En général, sert à quelque chose. - 4. Se sert de sa gorge. Vieux roi. Permet de joindre les deux bouts. - 5. Qui ne doit pas être éculée. - 6. Meurtrir. Va chez les Anglais. - 7. Rivière limousine. Lac d'Amérique. - 8. Dans l'Orne. Possessif. - 9. A point. Bien connus. - 10. Il fut impliqué dans une affaire dont certains firent tout un plat. Vagabonde.

SOLUTION DU PROBLEME N° 14

HORIZONTALEMENT : 1. Harmonique. - 2. Ogres. Nuit. - 3. No. NS. Da. - 4. Onctueuse. - 5. Rira. Seine. - 6. Asile. Smic. - 7. Ianina. - 8. RN. TTC. Noe. - 9. Et. Erratum. - 10. Usées. IE.

VERTICALEMENT : 1. Honoraires. - 2. Agonisant. - 3. RR. Crin. - 4. Mentalités. - 5. Ossu. Entre. - 6. Es. Acre. - 7. Indues. As. - 8. Quasiment. - 9. Uni. E.n.i. (Ecole normale d'instituteurs). Oui. - 10. Eté. Ecrémé.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos)

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

Le canal du profit

Là où les sénateurs avaient posé le doigt aux endroits sensibles, les députés, eux, ont porté le scalpel. Et le mal est apparu dans toute sa gravité. Gigantisme, crise de commandement, centralisation et cloisonnement : l'O.r.t.f. est un monstre. Il doit changer de structures, ou mourir : c'est la conclusion, qui se veut, sans appel, du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée.

Tout cela, on le savait, mais il aura fallu la mise à jour des scandales de la publicité clandestine pour que l'on envisage des mesures. Pourtant, la révélation par le rapport Diligent de ces faits de corruption plus ou moins caractérisés ne constitue sans doute pas la meilleure approche possible pour une clarification sans ambiguïtés.

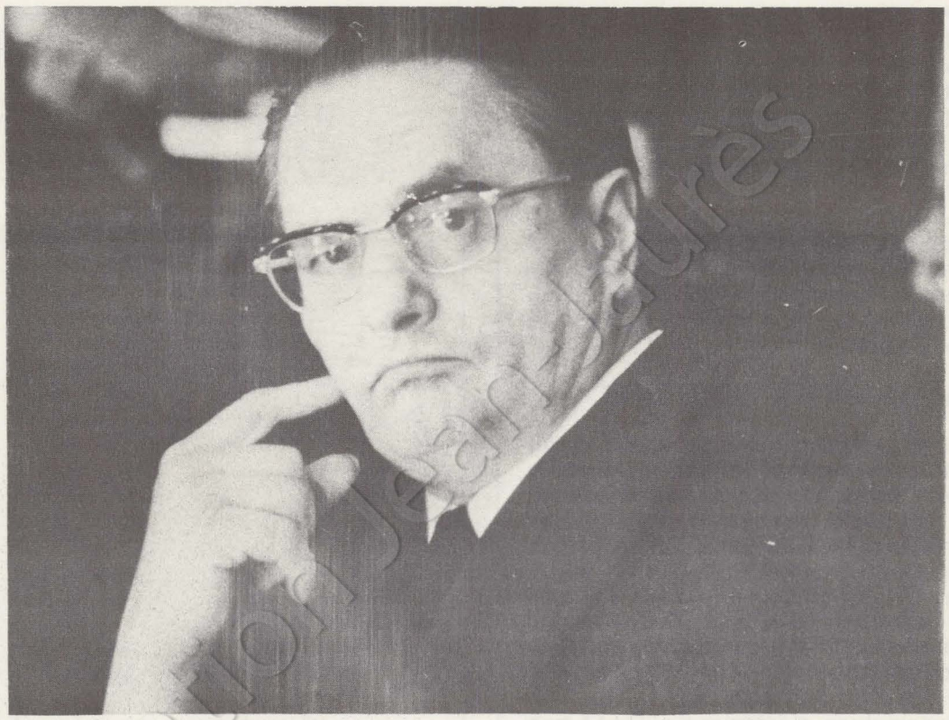
Dans le rapport de la mission sénatoriale, en effet, figurent beaucoup de faits précis. Trop même, à en croire quelques-unes des « victimes » d'André Diligent, son rapporteur. Au fil des deux cent quarante-sept pages de son rapport, il y aurait diverses imprécisions, des amalgames entre la corruption caractérisée et le simple jeu de règles en vigueur. Armand Jammot, par exemple, producteur des Dossiers de l'écran, et l'une des « vedettes » de ce rapport, dément formellement jusqu'à l'existence d'un reportage télévisé dont Diligent dit qu'il aurait servi de prétexte à vanter une marque de vins connue.

Parapluie

Toujours est-il qu'une chasse aux sorcières ne résoudra pas tout, et Diligent lui-même, d'ailleurs, n'y tient pas. Encore qu'on puisse s'étonner que, pour le moment, aucune perspective de sanction excessive, hors de toute mesure. ruptibles », l'essentiel se situe au-delà de quelques hommes qui ont confondu, dans le passé, les intérêts de l'Office et les leurs propres : l'essentiel, c'est-à-dire les structures. Celles-là même qui avaient, dit-on, favorisé le développement « de la vénalité et de l'affairisme » *(voir notre document, n° 11 de « l'Unité »)*.

Fondamentalement, une centralisation excessive. Hors de toute mesure. Une formidable structure pyramidale fait du directeur général le deus ex machina de tout ce qui bouge au sein de l'O.r.t.f. Jean-Jacques de Bresson décide, tranche, arbitre. Il gouverne absolument.

Patron d'un empire qui emploie 14 500 agents statutaires, dont le budget a passé les deux milliards de francs, responsable de deux — et bientôt trois — chaînes de télévision et de quatre chaînes de radion, le directeur général se prononce encore sur telle dramatique, juge le comportement de tel interprète, intervient pour modifier l'heure de diffusion de telle émission. Il est l'unique détenteur du pouvoir. Au point même que, lors de son intervention télévisée, l'autre jeudi, il a laissé entendre, à plusieurs reprises, que s'il n'avait pas eu un grave accident, l'affaire en cours ne se serait pas déroulée exactement de la même façon...



Le sénateur André Diligent.

Au sommet donc, le pouvoir de décision ; et, à tous les échelons, des responsables « qui ouvrent le parapluie » à toute occasion. La réforme interne des structures, préconisée par la commission Riou — nommée fin 1969 par de Bresson — avait pour but, en principe, de déconcentrer les centres de décision. Lancée le 1er janvier 1971, cette réforme a abouti, en fait, par la multiplication des rouages administratifs, à une super-centralisation que les réalisateurs, notamment, n'ont cessé, depuis lors, de dénoncer.

C'est que le système mis en place a une autre fonction — à peine dissimulée : le contrôle renforcé du programme télévisé. Alors, il n'est pas étonnant que les directeurs de chaîne eux-mêmes, Roland Dhordain et Pierre Sabbagh, jouissent d'une liberté de décision aléatoire. Théoriquement indépendantes, les deux chaînes sont « coordonnées » — dans leur gestion — par un directeur, Xavier Larère, dont la primauté n'a cessé de s'affirmer au détriment des directeurs de chaîne.

Contre-feu

Cette réforme des structures, de Bresson en a fait un test de la capacité de l'Office à se réformer de l'intérieur. Il a échoué, c'est clair. Il voulait — et avait réussi — à prendre de vitesse la commission présidée par Lucien Paye et nommée par le gouvernement pour étudier les réformes souhaitables à l'Office. Le rapport de cette commission, remis au Premier ministre en juillet 1970, avait, depuis, disparu dans les tiroirs. Oublié.

Il ressort aujourd'hui. Diligent laisse entendre que de ce document pourrait venir le salut de l'O.r.t.f. Le Tac, dans le rapport de la commission l'Assemblée nationale présidée par Alain Griotteray, a écarté certaines de ses conclusions, tout en reprenant l'idée de base :

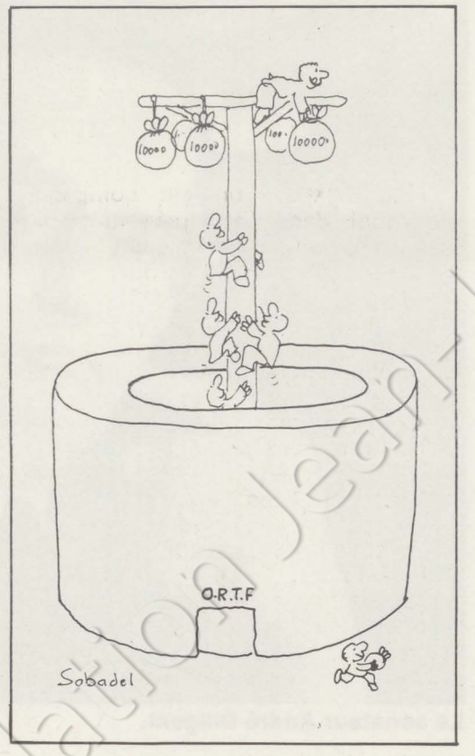
→

« l'éclatement » de l'Office en plusieurs sociétés. Casser le gigantisme galopant, dit-il. Il s'agit, selon le rapport Griotteray - Le Tac, de séparer la transmission et la production, la radio et la télévision. Une société « sous la tutelle étroite de l'Etat » assurerait la diffusion des images et des sons. Une autre société, « à structure souple », regrouperait les activités de radiodiffusion. Une troisième enfin, « importante, certes, mais à échelle humaine », rassemblerait les chaînes de télévision.

Apprenti sorcier

Cet « éclatement » aujourd'hui, paraît inévitable aux parlementaires. C'est le prix — fort — à payer pour préserver le monopole, le contre-feu obligé aux ambitions réveillées des partisans de la télévision privée. Encore faut-il savoir que la privatisation de l'Office est déjà en marche : 35 % des émissions des seules deux chaînes actuelles sont déjà produites par le secteur privé. En 1970, de Bresson affirmait déjà : « Ce que nous voulons, c'est faire de l'O.r.t.f. une véritable entreprise industrielle et commerciale ».

Ce contre-feu, en tout cas, n'a pas toujours été inévitable. Des mesures d'assainissement pouvaient être envisagées, il y a longtemps déjà. Simplement, on a laissé faire, laissé « pourrir ».



Comment en est-on arrivé là ? C'est tout le problème. Il faut bien dire que le diagnostic contenu dans le rapport Griotteray - Le Tac ne repose pas sur une analyse tout à fait complète des causes. L'une d'elles, au moins, fait singulièrement défaut : la cause politique. Elle est à peine esquissée dans le rapport Diligent. On a, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, analysé minutieusement les vices, les tares, les absurdités de l'O.r.t.f. tel qu'il fonctionne aujourd'hui. On a dénoncé des coupables, stigmatisé des abus, proposé des remèdes. On a oublié, semble-t-il, l'essentiel : l'Office est, à l'heure actuelle, ce que le Pouvoir l'a fait, l'a voulu. Les responsables du Quai Kennedy sont ceux qu'il a choisis. Le directeur général est nommé par le gouvernement ; la moitié des membres du Conseil d'administration aussi. Le gouvernement a approuvé les réformes mises en route ces dernières années par de Bresson ; il a admis également que le Conseil d'administration joue les utilités alors que celui-ci est, selon le statut, le garant suprême de l'action menée au sein de l'Office. Bref, il s'est parfaitement accommodé d'une situation qui lui garantissait une complète mainmise sur l'instrument : une télévision à sa convenance — la vague libéralisation de l'information télévisée tient à un fil.

Par son attitude vis-à-vis d'un service public dont on peut affirmer sans crainte qu'il a usé et abusé à sa guise depuis des années, le Pouvoir a joué, en quelque sorte, à l'apprenti sorcier. Et c'est là, sans doute, le plus grave. Opération politique que tout ça, laissait entendre, vendredi dernier, « la Nation ». L'organe de la majorité avait raison. Par l'absurde. Le problème — aujourd'hui clairement posé — de l'O.r.t.f. est bien politique : il met en cause toute une conception de l'usage de la radio-télévision en démocratie.

GEORGES SIMON

Un rapport sur mesures

Si, pour des raisons différentes et souvent non dépourvues d'arrière-pensées, les rapports des Commissions parlementaires sur l'O.r.t.f. portent le fer dans la plaie, on ne saurait en dire autant du rapport, également publié cette semaine, de la Commission d'enquête sur le fonctionnement des sociétés civiles de placement immobilier, créée en décembre sur une proposition de François Mitterrand.

Il semble que cette commission, qui comprenait 17 membres de la majorité sur 21, se soit surtout efforcé de réfuter l'idée qu'il pourrait y avoir une relation directe entre le Pouvoir politique et les scandales immobiliers qui défiaient la chronique depuis plusieurs mois. Pour aboutir à ce résultat, le rapport de la Commission ignore délibérément les avis formulés par les membres de l'opposition, ainsi qu'un certain nombre de faits qui résultent des auditions auxquelles elle a procédé.

Le rapport admet, certes, « que des hommes politiques ont servi de caution morale à des hommes d'affaires indélicats ». Mais, prenant prétexte des « informations judiciaires en cours », il ne dit pas qui sont ces hommes politiques et à quel parti ils appartiennent.

Cependant, le jour même où était publié le rapport, la première chambre de la cour d'appel de Paris a été plus explicite : elle a confirmé la condamnation de Rives-Henrys, qui a démissionné de l'U.d.r. mais est toujours député... probablement parce qu'il en sait trop sur les liens entre l'immobilier et le Pouvoir !

L'O.r.t.f. aime le Bourbon

« Son Altesse royale Juan Carlos de Bourbon ». C'est le titre d'un film que l'O.r.t.f. vient de présenter à Cannes, au festival des productions télévisées. Cette co-production franco-espagnole est un véritable chef-d'œuvre de propagande royaliste et franquiste, dans le genre « France-Dimanche. »

L'O.r.t.f. ne compte pas en rester là. Elle prépare un film du même genre à la gloire du Chah d'Iran. Il est vrai que l'Espagne et l'Iran ont un point commun : ce sont deux régimes fascistes.

Fondation Jean Jaurès

Un beau racket

Une « nouvelle société » avait été promise aux Français. Son visage se dévoile. C'est celui de la corruption.

Dans une société régie par la loi du profit, derrière chaque besoin social, il y a un profit individuel possible. C'est le capitalisme.

Derrière chaque parcelle du pouvoir d'Etat, il y a un bénéfice possible : trafic d'influence, concussion, corruption, tout cela est toujours en germe dans notre société.

Mais pourquoi ces germes se développent-ils actuellement ? Pourquoi les « scandales » se multiplient-ils ? A quoi correspond ce « milieu » où se côtoient des hommes de main, des hommes d'affaires et des hommes du régime ?

Il y a les faits : La Garantie foncière et autres affaires immobilières, où sont compromis un député U.d.r. (Rives-Henrys) et un ancien conseiller du ministre Nungesser (Rochenoir). Trafic de drogue, où l'on rencontre des agents secrets et des hommes politiques qui s'accusent entre eux. Fraude fiscale, où des notables de diverses origines tournent la loi ou l'utilisent trop bien. Racket de la société Etec, où un ancien responsable du Sac mêle le chantage et le trafic d'influence. Fausses factures, où le frère d'un trésorier de l'U.d.r. est inculpé. Aménagement de l'île de Ré, où un membre du gouvernement est mis en cause. O.r.t.f., enfin, aujourd'hui...

Il y a le rideau de fumée que l'on se donne à peine le soin de tendre, en jouant sur deux thèmes : d'abord, il ne s'agit que de brebis galeuses. Ensuite, on donne l'exemple de la démocratie en révélant les scandales...

Les parvenus au pilori

Il y a la réalité, enfin : la corruption, longtemps exceptionnelle dans notre pays, s'installe aujourd'hui, publiquement, dans la République. Chacun d'entre vous connaît, autour de lui, d'autres exemples de corruption. Qu'il s'agisse de construction, de rénovation urbaine, de prêts à la décentralisation, de cliniques privées, de laboratoires médicaux, d'affaires fiscales, de pillage d'entreprises nationales... de plus en plus nombreux sont les cas où l'on peut déceler l'intervention publique agissant pour le profit privé, voir l'Etat agir au profit du capital, surprendre le Pouvoir et l'argent entrelacés, complices.

Contre cette pourriture, les règles de l'action socialiste sont simples : dénoncer, expliquer, dévoiler. C'est ce qui va être fait.

Mais l'explication est complexe : pourquoi, dans notre pays, le capitalisme n'éprouve-t-il même plus le besoin de porter son masque ? Pourquoi lève-t-il de plus en plus souvent le masque de la morale bourgeoise qui, traditionnellement, réprime le vol, condamne la corruption et craint le scandale ? Pourquoi, en un mot, semble-t-il actuellement n'avoir pas peur du scandale ? Parce que, dans certaines circonstances, le scandale peut être utile aux forces réactionnaires dans leur lutte pour le pouvoir et pour l'argent.

Le scandale est d'abord une arme dans la lutte entre elles des factions au pouvoir. Il permet à la bourgeoisie d'affaires traditionnelle, assez bien représentée par les Républicains indépendants, de mettre en difficulté ces nouveaux riches de la politique que le gaullisme a entraîné dans son sillage. En clouant au pilori quelques-uns de ces parvenus, trop pressés de s'enrichir, les gens « comme il faut » de notre classe dirigeante font coup double : ils compromettent leurs rivaux ; ils se démarquent de leurs complices.

Ainsi libérée et lavée, semblant responsable et honnête, la vieille classe dirigeante paraît jeune. Le pays lui pardonnera d'avoir trempé dans le cloaque : c'était pour le curer. Là, le scandale est à usage interne. C'est celui des cafteurs, qui espèrent échapper à la punition.

A usage externe, le scandale est d'un maniement plus subtil : comme au billard, par la bande, on vise à gauche pour aller à droite. Ce deuxième usage du scandale est illustré par l'affaire de la publicité clandestine à l'O.r.t.f.

Le sénateur Diligent a mis le doigt sur un scandale. Il a eu raison, de son point de vue, qui est celui de la morale et du service public. La commission de l'Assemblée a continué. Son rapporteur U.d.r. conclut que l'affaire « n'est qu'un épiphénomène », qu'il faut prévoir un organisme « qui coiffe l'O.r.t.f. » et construire « une nouvelle organisation ». « Coiffer l'O.r.t.f. », on croyait que c'était déjà fait. Mais quand on connaît la conjonction d'intérêts privés qui a conduit à l'accord passé entre l'O.r.t.f. et le trust Hachette ; quand on connaît les pressions exercées depuis longtemps par certains groupes financiers pour obtenir la création de chaînes privées ; quand on se souvient que c'est la majorité actuelle qui a introduit les intérêts privés dans le service public — avec la publicité de marques — on imagine fort bien la « nouvelle organisation » qui se prépare.

Asservir, puis démanteler

Il s'agit simplement de démanteler un service public après l'avoir asservi. C'est bien ce qu'ont compris les syndicats de l'O.r.t.f.

A l'égard de ce grand service public, dont le rôle culturel est essentiel, les positions de l'ensemble des forces de gauche sont connues : gestion démocratique ; remise en ordre financière ; élévation du niveau éducatif et culturel des programmes ; ouverture à tous les courants de pensée.

Ce n'est pas ce qui se prépare. Au contraire, en mettant à jour un nouveau scandale qui est une conséquence directe du capitalisme, de sa publicité et de ses pots-de-vin, on veut donner l'O.r.t.f. au capitalisme. Des opérations analogues sont en cours à l'égard d'autres services publics.

Nous les dénoncerons ici-même, prochainement. Toutes relèvent du même mécanisme : l'utilisation du scandale pour affermer un service public aux intérêts privés.

Une phrase ambiguë me revient en mémoire. « Malheur à celui par qui le scandale arrive. »

PIERRE JOXE

La campagne pour le refus de vote au référendum, qui a été marquée par le succès que l'on sait, a coûté fort cher au Parti socialiste. Une souscription nationale a été ouverte à laquelle « l'Unité » demande à tous ses lecteurs de participer généreusement.

Les chèques bancaires et postaux doivent être adressés au siège du P.s. 12, cité Malesherbes, Paris IXe, et libellés à l'ordre de Charles-Emile Loo (C.c.p. 24-651-46 Paris), accompagnés de la mention : « Souscription nationale. »

Vendre des yaourts ou des députés

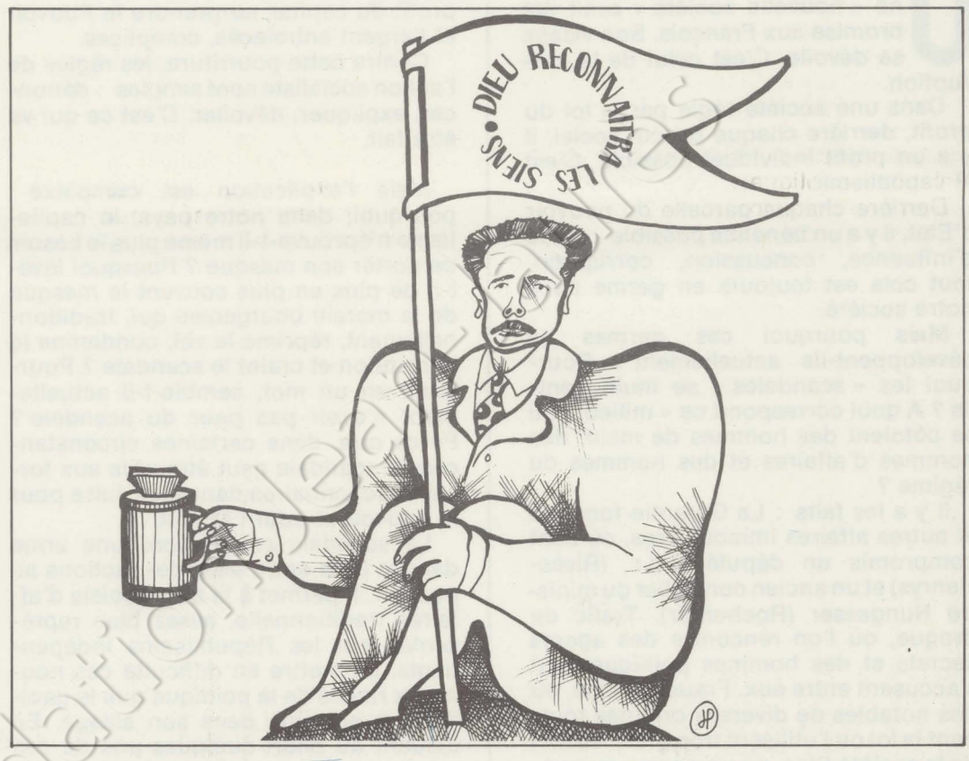
« Il ne saurait être question de tolérance gratuite... Nos caméras ne sont ni directement ni indirectement au service d'intérêts commerciaux, et j'entends que la présence de la télévision ne soit, à cet égard, une source de profits pour personne. »

Cette profession de foi pure et dure date de douze ans ; ce cri d'alarme était alors lancé par un directeur de la R.t.f., nommé Christian Chavanon. A l'époque, Chavanon avait ordonné d'arrêter la retransmission en direct de la course cycliste Paris-Nice. Motif : des publicitaires avaient placé des panneaux sous l'objectif des caméras.

Aujourd'hui, Chavanon, 59 ans, est P.d.g. de l'agence Havas. Et le directeur d'une de ses filiales vient d'être accusé d'avoir « poussé » certains collaborateurs de l'O.r.t.f. vers la publicité clandestine : Roland Pozzo di Borgo, 41 ans, président d'Havas Conseil-Relations publiques (H.c.r.p.), est cité 47 fois dans le rapport d'André Diligent. Pour se justifier, Pozzo di Borgo n'a trouvé qu'une parade : il n'a fait, dit-il, aucun bénéfice sur l'organisation des campagnes d'intérêt national et il le prouvera bientôt. Pourquoi bientôt ?

En attendant, ce qui est reproché à Pozzo di Borgo jette le doute sur l'agence Havas tout entière. C'est-à-dire sur une énorme affaire : 7 500 personnes et un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Détail important : l'Etat possède 56 % des capitaux de l'agence Havas.

Avant-guerre, Havas était principalement une agence de presse, ce qu'elle est restée sous l'occupation. Remplacée sur ce plan par l'Agence France-Presse en 1946, elle a depuis trois activités principales : la branche tourisme (quelquefois en association avec le Club Méditerranée, Air Tour ou Jet Tour) ; la Régie et l'exploitation de supports publicitaires (presque tous les journaux de province, au total 410 millions de chiffre d'affaires); et le groupe Havas-Conseil, le troisième du genre en Europe : 916 millions de chiffre d'affaires et une trentaine de filiales et sous-filiales, dont Havas-Conseil-Relations publiques (20 millions de chiffre d'affaires, 5 % du marché en France). L'Etat n'y est plus majoritaire.



Et c'est là qu'est, en partie, le problème : si l'Etat peut contrôler l'agence Havas, et dispose de moyens pour s'assurer de la gestion de ses filiales, comme Havas-Conseil, il n'a plus aucun pouvoir de droit pour intervenir dans les sous-filiales. Bref, H.c.r.p., qui bénéficie souvent de la renommée de « sérieux » que procure la participation de l'Etat dans l'agence Havas, n'a pas de comptes à rendre au gouvernement. Conclusion du rapport Diligent : « Il conviendrait... soit d'instituer un contrôle efficace à tous les degrés sur les filiales et sous-filiales de sociétés à capitaux publics... soit d'envisager le cession de la totalité des parts d'Havas-Conseil dans la société Havas-Conseil-Relations publiques, afin que, par l'intermédiaire de ses sociétés satellites, l'agence Havas ne soit plus engagée dans le domaine des relations publiques ».

D'étranges méthodes

La frontière entre publicité et relations publiques est certes difficile à délimiter. Mais certains s'ingénient à profiter de ces ambiguïtés. En voici quatre exemples.

▶ Une agence de relations publiques fait parvenir aux directeurs d'un certain nombre de sociétés un document vantant son efficacité. On y découvre les noms, et parfois la photographie, de certains journalistes de la presse écrite. L'agence précise que ceux-ci font partie de « ses relations privilégiées ».

▶ Pour des campagnes de relations publiques, certaines agences ont mis au point un curieux système de paiement : elles sont rémunérées au pourcentage, selon le lignage rédactionnel des articles parus dans la presse, ou en fonction des résultats financiers obtenus par la campagne. Le tout indexé sur les tarifs de publicité de la presse. On ne saurait être plus clair.

▶ Une agence, sollicitée pour la création et le lancement d'une nouvelle marque, écrivait récemment à son client : « Pour la moitié du coût d'une annonce dans la grande presse, nous pouvons obtenir des articles dans un grand nombre de journaux. Car 90 % des journalistes invités à votre conférence de presse sont nos obligés. De plus, la qualité des signataires de ces articles mettra l'information en valeur. Cette dépense n'a pas de commune mesure avec ce qu'il faudrait pour l'équivalent en publicité ».

«Ça dérape»

Sentant venir la crise, Chavanon s'est empressé d'annoncer, le 12 avril dernier, qu'il voulait céder la majorité de H.c.r.p. au secteur privé. Ce rétablissement de dernière minute n'a pas empêché les accusations de Diligent de faire mouche : l'O.r.t.f., c'est l'Etat, Havas-Conseil-Relations publiques, c'était l'Etat il y a bien peu de temps. Alors ?

Alors, certains s'étonnent que le P.d.g. d'Havas ait ignoré à ce point ce que faisait sa sous-filiale, surtout que l'étroitesse des rapports entre Havas et l'O.r.t.f. n'est pas une nouveauté : un même patron — le gouvernement — nomme à leur tête des fonctionnaires, comme Chavanon, qui a quitté le fauteuil de directeur général de la R.t.f. en 1960 pour aller s'installer derrière le bureau présidentiel d'Havas. Pour Havas, aussi, le choc du rapport Diligent a été dur.

Sans doute était-il important de mettre en accusation H.c.r.p. Mais Havas et ses filiales sont-elles les seules agences de publicité à avoir eu des rapports avec des collaborateurs de l'O.r.t.f. ? Michel Bongrand qui fut, comme animateur de Services et méthodes, l'organisateur de la campagne électorale de l'U.d.r. en 1967 et qui est aujourd'hui à la tête de la firme Michel Bongrand S.a., semble lui aussi savoir se servir de la T.v. C'est, bien sûr, d'une autre forme de publicité dont il s'agit. Havas vend des produits de consommation, Bongrand vend l'U.d.r.

En d'autres termes, ce ne sont pas seulement certains journalistes ou producteurs de l'O.r.t.f., ce ne sont pas seulement quelques patrons ou collaborateurs d'agences de publicité qui sont à condamner, mais un système politique dans lequel la télévision n'est qu'une machine à vendre. Des yaourts, des disques ou des députés.

MICHELE BACKMANN

▶ En novembre 1964, une agence essaya de faire signer au père et la mère de quintuplés un contrat d'exclusivité. Les photos et les reportages sur « cette belle famille française » auraient été réservés à un hebdomadaire et un laboratoire pharmaceutique devait profiter de cette famille pour lancer une grande campagne de publicité en faveur de ses produits pour nouveaux-nés. La famille devait recevoir 16 millions.

N.B.

Comment en sortir ? Avec une perplexité inquiète, les élus de la majorité s'interrogent dans les couloirs du Palais-Bourbon. Mais c'est davantage pour se rassurer que pour obtenir une réponse, car ils savent bien que le président de la République, et lui seul, est en mesure de la donner. Les derniers « tuyaux » ayant traversé le mur de silence qui entoure les services de l'Elysée depuis le 23 avril — remaniement ministériel, changement de gouvernement, dissolution de l'Assemblée, etc. — avortent au bout de quelques heures. Mais la faillite de toutes les hypothèses alimente l'angoisse des députés U.d.r. bien plus qu'elle ne la dissipe. Plus d'un — ainsi que quelques ministres dont la réélection paraît très incertaine — part avec une ardeur nouvelle en quête de circonscriptions « sûres ».

L'anxiété des élus de la majorité a été encore accrue par la décision inopinée, prise la veille du week-end du 1er mai, de reporter aux 23 et 24 le débat de politique générale, initialement prévu pour les 9 et 10 mai. Ce report aux allures de fuite donne lieu à toutes les conjectures. Il semble néanmoins assez vraisemblable que le discours préparé à l'origine par le Premier ministre n'ait pas été jugé adéquat à la gravité de la situation. Jacques Chaban-Delmas aurait pu, dans l'éventualité d'un succès du référendum, se contenter de redorer l'idéal de la « nouvelle société ». Mais les belles paroles lénifiantes ne sont plus de mise aujourd'hui.

La profondeur du mécontentement dans le pays, dont le référendum a fourni la mesure, ne saurait être réduite par de tels propos, formels et évasifs. L'opinion exige davantage : des mesures concrètes. De tous côtés le chef du gouvernement est sommé de reprendre la barre en main, en ne livrant pas seulement des promesses. C'est ce qu'il va s'efforcer de faire le 23 mai.

Une certitude s'impose : le Pouvoir a besoin de regagner les faveurs d'une partie de son électorat traditionnel, qui a manifesté avec fracas sa désaffection le 23 avril. Ceci vaut en premier lieu pour les commerçants et les artisans. Les projets d'aide en leur faveur seront prochainement discutés par l'Assemblée. Il n'est pas exclu que leur adoption soit complétée par la libération de Gérard Nicoud.

L'annonce d'un train de mesures concrètes, destinées à calmer les catégories socio-professionnelles les plus remuantes, présente, pour le Pouvoir, le double avantage de provoquer un choc psychologique dans l'opinion et de ne pas engager le gouvernement dans une politique à long terme. Ce qui laisse ouverte la possibilité d'un remaniement avant l'été qui n'ait pas des airs de reniement.

Le rêve d'un référendum rédempteur ayant fait long feu, la majorité assiste aujourd'hui à la remontée des scandales, sous la forme des dossiers accablants établis par les commissions parlementaires à propos de l'O.r.t.f.

Le Premier ministre va devoir répondre dès ce vendredi à une première série de questions posées à ce sujet par les députés. Mais il ne s'en tirera pas à si bon compte et devra affronter, dans les prochaines semaines, un débat sur les scandales, dont beaucoup de députés de la majorité pensent qu'ils sont pour beaucoup dans la désaffection des électeurs. Aussi, le comité central de l'U.d.r., qui se réunit ce vendredi après-midi au Palais d'Orsay, devrait-il être des plus houleux. Personne n'osera, sans doute, s'en prendre directement au président de la République, mais Chaban-Delmas risque fort de voir nombre de responsables, qui ne l'aiment guère, le désigner comme bouc émissaire, le charger de tous les péchés.

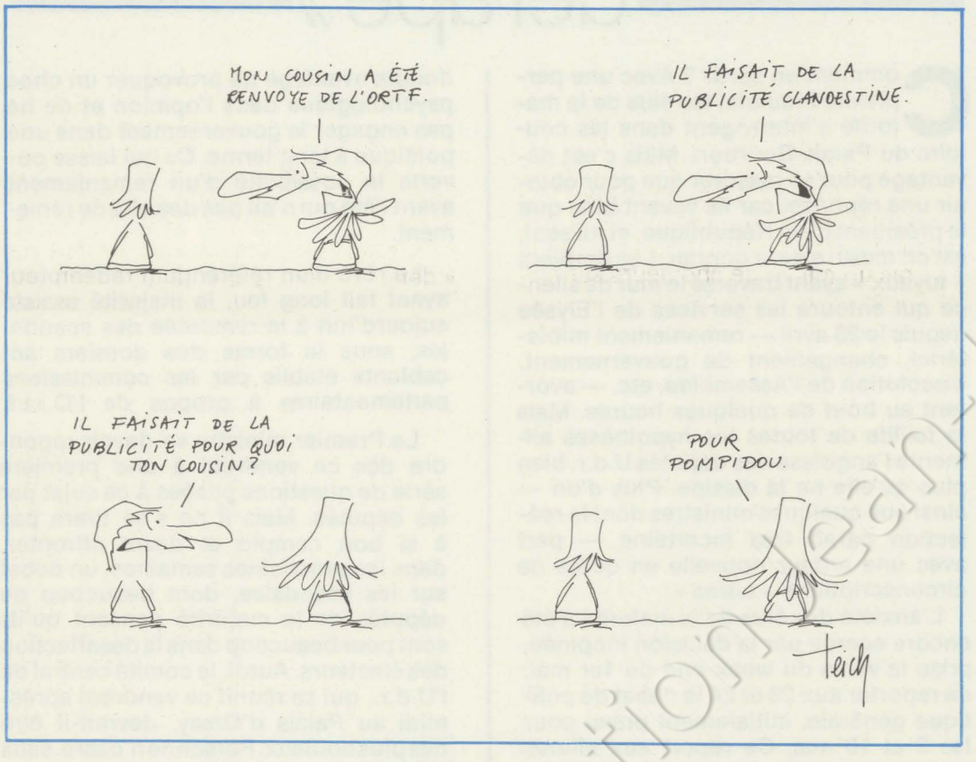
O.p.a. giscardienne

Et puis, surtout, il y a les autres : les alliés toujours disposés à partager les bénéfices d'une victoire, mais toujours enclins à refuser de partager les déboires d'une défaite. Entre les trois formations qui constituent la majorité, les relations ont rarement été aussi tendues depuis l'arrivée de Georges Pompidou à l'Elysée. Mardi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, Jean-Pierre Soisson, député Républicain indépendant de l'Yonne, constatait à haute voix que les électeurs traditionnels de la majorité se posent désormais la question de savoir s'ils ne doivent pas « faire appel à d'autres possibilités de représentation sur le plan parlementaire ». Ce qui constitue une façon polie de dire que les giscardiens envisagent de lancer une O.p.a. sur l'électorat de l'U.d.r.

Décidément, comme déclare le député-maire d'Auxerre, « ça dérape ».

ANTOINE VIOLET

A contre-pied



Le coup de Troyes

Robert Galley, dont la brillante réussite à la tête du ministère des P.t.t. n'a nullement étouffé l'ambition de succéder un jour à Jacques Chaban-Delmas, va, en attendant, devenir dans quelques jours maire de Troyes. C'est le troisième temps d'une opération soigneusement calculée. Après avoir occupé ses fonctions sans interruption depuis 25 ans, le maire actuel, Henri Terré, cède en effet sa place au ministre qui lui avait déjà succédé comme député de l'Aube, en juin 1968. Quelques mois plus tard, Terré devenait sénateur, ce qui lui assure une fin de carrière possible : au prochain renouvellement, il aura 77 ans !

Relations difficiles

L'U.d.r. est actuellement très préoccupée de renouveler ses méthodes de relations publiques, qui, en dépit de l'importance des sommes dépensées, n'ont pas été, ces derniers temps, très efficaces. Pour la préparation des candidats aux prochaines élections législatives, deux spécialistes étaient sur les rangs : d'une part, Roland Pozzo di Borgo, d'Havas-Conseil — mais, depuis quelques jours, celui-ci est devenu un peu compromettant ; d'autre part, Michel Bongrand, qui avait déjà fait parler de lui en organisant la campagne gaulliste de 1967 — celle d'Alexandre Sanguinetti, en particulier — laquelle n'avait pas été une particulière réussite.

Bongrand a repris du service en organisant les meetings du Premier ministre avant le référendum. Mais il a, encore une fois, manqué de flair : craignant des incidents à Marseille, il avait invité toute la presse à venir à la réunion de Lyon, qui fût l'objet d'un chahut indescriptible de la part du Cid-Unati et d'une démonstration des troupes de choc du Sac dont Jacques Chaban-Delmas se serait bien passé.

Méo au pouvoir

La nomination de Jean Méo à la tête du groupe France-Editions et Publications, où il succède à Pierre Lazareff, n'a pas recueilli l'approbation générale à « France-Soir », où certains avaient eu la naïveté de penser que la succession se ferait à l'intérieur de la maison.

Méo n'avait, certes, jusqu'ici pas grand-chose à voir avec le groupe de presse de la rue Réaumur ; mais il avait en revanche beaucoup à voir avec Georges Pompidou, dont il a été un « précieux » collaborateur lors de l'élection présidentielle de 1969. Cet ingénieur des Mines, qui fût de 1958 à 1960 chargé de mission au cabinet du général de Gaulle et qui a fait ensuite une carrière fulgurante dans le pétrole (Elf-Erap), a été, en effet, il y a trois ans, l'un des grands collecteurs de fonds du président de la République, qui n'avait donc rien à lui refuser. A peine avait-il été s'incliner devant le corps de Lazareff que Pompidou donnait le feu vert à la nomination, préparée depuis quelque temps déjà, de son ami Méo. Ce n'est pas demain que « France-Soir » deviendra autre chose qu'un journal gouvernemental...

Vatican contre I.t.t.

Surprise à Santiago, à la IIIe Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (Cnuced) : les attaques les plus vives contre le capitalisme multinational ont été portées par la délégation... du Vatican. Son chef de file, Mgr Ramon Cascante, après avoir dénoncé « ces vastes empires privés », a déploré que le programme de la IIIe Cnuced fasse montre de « trop de discrétion » sur ce problème et a réclamé un code permettant de contrôler les activités des entreprises internationales. Cette offensive a vivement intéressé à Santiago, le Chili venant de faire, avec l'affaire du trust I.t.t., l'expérience de la nocivité de ce genre d'activités.

Heath préfère Bruxelles

Faute de mieux, c'est au Luxembourg que Georges Pompidou a parlé publiquement de l'Europe pour la première fois après le référendum. L'accueil reçu dans le Grand-Duché ne pouvait suffire à faire oublier au président de la République sa déconvenue du 23 avril.

D'autant moins que, la veille de son départ, au moment même où il recevait à l'Elysée le ministre des Affaires étrangères hollandais, une autre mauvaise nouvelle lui était arrivée de Londres. A l'issue de leurs entretiens officiels, les Premiers ministres britannique et belge, en effet, faisaient savoir leur accord pour que les institutions de la Communauté européenne élargie soient groupées à Bruxelles. Ce qui est également l'avis de Willy Brandt et confirme ce que nous avions écrit ici dès le 24 mars : à savoir que Pompidou avait singulièrement forcé la note au lendemain de la rencontre de Chequers en laissant croire que Paris pourrait devenir la capitale de l'Europe.

La Bretagne, cette colonie

S'il y avait mercredi tant de manifestants à Saint-Brieuc, c'est que que la Bretagne est en colère. Elle s'est rangée sans hésitation du côté des 1 000 grévistes du Joint français, qui ont arrêté le travail depuis deux mois. On sait *(voir le n° 12 de « l'Unité »)* comment ceux-ci, las de réclamer une augmentation de 70 centimes et la transformation d'une prime (1/3 de salaire mensuel) en treizième mois, occupèrent l'usine. Puis il y eut les bagarres, l'invasion et le cantonnement des C.r.s. dans les locaux du Joint... Pendant ce temps, la direction multipliait les faux-fuyants pour éviter de discuter sérieusement.

Elle y a été contrainte lors du dernier week-end, au ministère du Travail, à Paris. Il y eut un grand espoir. Mais les 27 heures de négociation n'aboutirent pas. Une fois encore, les patrons dirent non ; et les services de Joseph Fontanet donnèrent aux délégués (C.f.d.t. et C.g.t.) l'impression qu'on les poussait à avaliser n'importe quel accord, pourvu que cesse un conflit aussi « gênant » pour le Pouvoir que pour le patronat.

Quelles que puissent être les suites de la colère de Saint-Brieuc, le conflit du Joint a mis en lumière deux phénomènes qui le dépassent : la façon dont on traite « colonialement » une région, et le mécanisme de l'exploitation par un grand trust.

▶ La colonisation d'une province : « On exploite le Breton comme on a exploité l'Arabe », disent les travailleurs du Joint, en relevant que, pour 47 heures d'activité hebdomadaire, dans une chaleur de 40° et l'odeur du caoutchouc, un O.s. gagne chez eux 700 à 900 F par mois ; une comptable, 800 F avec 8 ans d'ancienneté. Alors qu'ils toucheraient au moins 20 % de plus en travaillant à Bezons, dans une usine de la même société !

Pas étonnant. En décidant de s'implanter en Bretagne, il y a 10 ans, le trust savait qu'il y trouverait, en effet, à cause de l'exode rural et de la sous-industrialisation qui caractérisent l'Ouest français, une main-d'œuvre d'autant moins exigeante sur les salaires que le chômage y est roi : en janvier dernier encore, l'Agence officielle y recensait — sans compter le chômage larvé des campagnes — plus de 19 000 demandes d'emploi non satisfaites.

La municipalité de Saint-Brieuc avait accordé toutes les facilités : 14 hectares aménagés (viabilité, eau, électricité) et presque donnés (1 centime le m2), une prime de 700 F par emploi créé, un tarif de faveur sur l'eau courante, une exonération des patentes... Aujourd'hui, les patrons du Joint, en parlant de fermer l'usine de Saint-Brieuc, n'ont pas une pensée pour les avantages que leur avait consentis la région : ils lui laisseront sur les bras un millier de chômeurs supplémentaires. Sans l'ombre d'un scrupule.

C'est ce qui explique que la Bretagne entière se soit solidarisée avec ceux du Joint. Aux collectes — plusieurs centaines de milliers de francs — ont participé aussi bien les pêcheurs de Saint-Malo que les métallos de Brest, les lycéens, les commerçants... L'intersyndicale a été inlassable. Tout comme — à l'exception du P.c. refusant l'action commune pour ne pas siéger avec les gauchistes — le Parti socialiste et les autres formations de gauche et d'extrême gauche. L'Eglise bretonne, en pleine évolution, n'est pas en reste. Une cinquantaine de prêtres des environs ont « dénoncé le mépris de la dignité des personnes. »

Même réflexe dans les syndicats agricoles et parmi les paysans, dont les camions ont apporté gratuitement toutes sortes de produits aux grévistes du Joint. C'est, ici, le signe d'un bouleversement social.

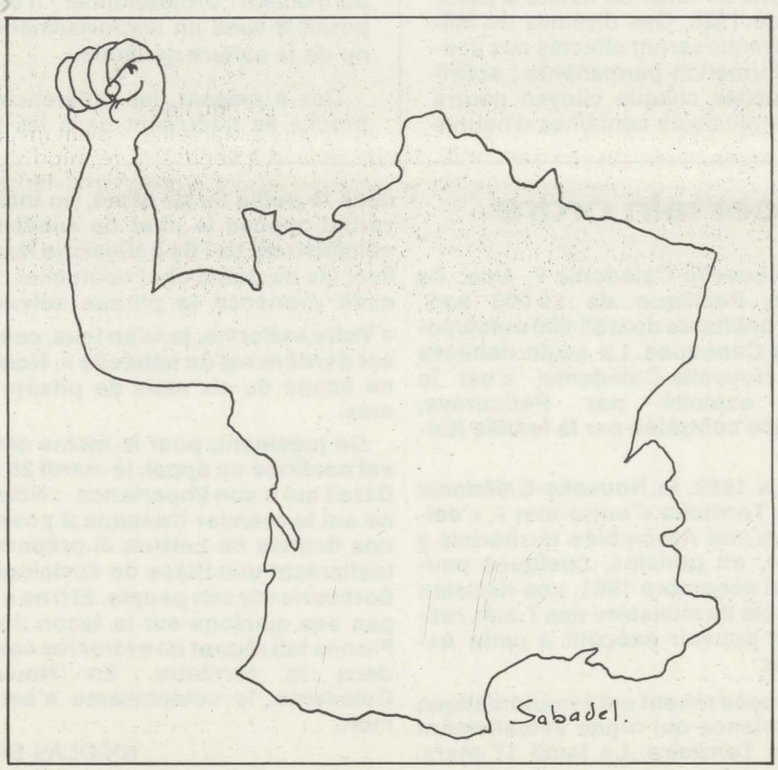
▶ Le mécanisme de l'exploitation au profit d'un grand trust : qui sont-ils donc, ces patrons qui refusent 70 centimes à leurs salariés ? Des gens qui, malgré leurs lamentations, font de bonnes affaires : ils sont seuls à fabriquer un joint dont ils ont le brevet exclusif. Impossible de connaître le fin mot du « déficit » dont parle la direction du Joint : elle maintient à l'égard de ses ouvriers un épais secret sur sa gestion réelle, par exemple sur le prix auquel elle revend une partie de la production au vrai propriétaire, la C.g.e. d'Ambroise Roux.

La C.g.e., société-mère, serait-elle une marâtre ? Elle, en tout cas, est florissante : 70 millions de bénéfice net pour 1971. A l'assemblée générale du 7 juin prochain, il sera proposé d'augmenter les dividendes de... 26 %.

Comment, alors, les ouvriers du Joint ne ressentiraient-ils pas le sentiment amer de l'injustice ? Et, accentuée par la menace de fermeture, l'impression d'être des machines à produire que l'on jette à la ferraille quand on n'en a plus besoin.

YVES LAVOQUER

Comité de soutien : C.c.p. J.R. Perennez, 295-99, Rennes.



Contre la robotisation continue

Ce samedi 6 mai, le Parti socialiste organise à Amiens une rencontre nationale sur l'éducation et la formation permanentes.

Dans la lettre adressée à plusieurs centaines d'invités, François Mitterrand a donné les raisons de cette initiative : « A l'heure où l'éducation et la formation permanentes deviennent plus que jamais des enjeux capitaux dans tous les secteurs de la vie politique, économique, sociale et culturelle, le Parti socialiste estime indispensable de s'entretenir avec tous ceux qui en ont été les pionniers et en vivent quotidiennement les réalités ».

Enjeux : c'est bien le mot. Il est certain que les réalités de l'éducation permanente vont changer de dimension. Mais personne ne peut dire qui en aura la maîtrise.

Marchands de savoir

Avec l'application progressive des lois de juillet 1971, puis le dépassement de ces mêmes lois trop restrictives sur bien des points, l'éducation permanente va accomplir une marche en avant comparable à celle du loisir de masse à partir des lois de 1936. Des dizaines de milliards de francs seront affectés aux activités de formation permanente ; activités auxquelles chaque citoyen pourra consacrer plusieurs centaines d'heures par an. Nous n'y sommes pas encore, mais nous y allons.

Ceci étant acquis, bien des questions se posent encore. D'autant plus que les lois de juillet 1971 laissent ouvertes plusieurs hypothèses d'application.

Les ressources prévues peuvent être affectées à des actions de formation menées dans le cadre de l'entreprise, dans le cadre de services publics comme l'Université ou dans le cadre d'organismes privés agréés. Ces organismes privés pouvant être aussi bien des « marchands de savoir » que d'authentiques associations éducatives.

Selon les maîtres d'œuvre choisis, nous n'aurons pas affaire à la même éducation permanente. Une bonne partie du patronat ne voit que le perfectionnement professionnel immédiatement utilisable. Pour les syndicalistes et les animateurs, l'éducation permanente, c'est un tout : le perfectionnement professionnel, bien sûr, mais aussi la culture générale, l'épanouissement personnel, l'analyse et le jugement de la société où l'on vit. Les partisans de cette conception globale notent d'ailleurs que, dans une période de bouleversements techniques fréquents, le perfectionnement professionnel n'est plus possible sans un accroissement continu de la culture générale.

Dès à présent, les différences d'approche se traduisent dans les faits — y compris dans les méthodes pédagogiques employées.

Dans tel programme de vidéocassettes commandé par une grande entreprise, par exemple, tout est prévu pour que la « leçon » se borne à la projection sur un écran de télévision, sans discussion entre les stagiaires, sans intervention d'animateur : « Couper la projection de temps en temps pour faire le point ou se détendre, ça ferait perdre du temps, sans aucun apport en échange... Nos cours se suffisent à eux-mêmes... Et, en réalisant notre programme d'une heure, nous y avons intégré les prévisions de fatigue et de chute d'attention ».

Ce n'est pas seulement la rentabilité, c'est aussi le type de comportement qui sera véhiculé. Comme le note Liliane Pinson dans la revue « Media », si la formation s'appuie exclusivement sur l'audio-visuel, on arrive à « un enseignement individualisé, qui « désocialise » l'apprentissage, coupe l'élève des possibilités de dialogue, d'échanges avec le professeur ou avec ses condisciples ».

Une telle désocialisation ne serait pas pour déplaire à certains. C'est à partir de tels exemples que les militants et les invités réunis à Amiens tenteront de dégager quelques lignes d'action convergentes. En sachant que la rencontre du 6 mai n'est qu'une étape dans une entreprise de longue haleine.

DANIEL MITRANI

Un certain ordre

La Nouvelle-Calédonie ? Une île dans le Pacifique de 20 000 km2. 110 000 habitants dont 55 000 autochtones, les Canaques. La seule richesse de la Nouvelle-Calédonie, c'est le nickel, exploité par Pennaroya, entreprise contrôlée par la famille Rothschild.

Depuis 1959, la Nouvelle-Calédonie est un « Territoire d'outre-mer », c'est-à-dire qu'une Assemblée territoriale y possède, en principe, quelques pouvoirs. En décembre 1961, une décision unilatérale du ministère des T.o.m. retirait tout pouvoir exécutif à cette Assemblée.

Un procès récent est symptomatique de l'ambiance qui règne actuellement dans ce Territoire. Le jeudi 17 mars, dans la petite île de Maré, un incident verbal oppose le chef de subdivision administratif de l'île à Nidoïshe Naisseline, fils du grand chef coutumier. Pour avoir prononcé la phrase suivante : « Votre uniforme, je m'en fous, celui qui est derrière est un imbécile », Naisseline écope de six mois de prison. Fermes.

Ce jugement, pour le moins sévère, est confirmé en appel, le mardi 25 avril. Détail qui a son importance : Naisseline est le premier Canaque à posséder une licence de Lettres. Il prépare actuellement une thèse de sociologie en Sorbonne sur son peuple. Et il ne cache pas ses opinions sur la façon dont la France fait régner un ordre très colonial dans le territoire. En Nouvelle-Calédonie, le colonialisme n'est pas mort.

NICOLAS BRIMO

PASSEZ LES FETES DE PENTECOTE (20, 21 et 22 mai) A VALLON-PONT D'ARC

aux journées de formation organisées par la Fédération socialiste de l'Ardèche (animateurs : Pierre Joxe, Georges Fillioud, Dominique Taddeï).

Un méchoui monstre au bord de l'Ardèche et une excursion en car sont prévus le dimanche.

Le stage s'achèvera le lundi matin et le lundi après-midi comprendra un programme spécial :

— Chants tziganes russes avec Aziosmanoff et ses musiciens.

— Allocution de François Mitterrand.

— Tour de chant de Jean Ferrat.

Prix du stage : 120 F. Gîte, couvert, transports en car et entrée au spectacle Jean Ferrat compris. Inscriptions :

Yves Caulet, Colombier Le Cardinal, 07 Davezieux (C.c.p. 5636-16 Lyon).

Le respect du monde

Il faut méditer sur cette phrase prononcée dimanche dernier par Richard Nixon devant quelques dizaines de milliardaires américains, banquiers, pétroliers, industriels et propriétaires de ranchs, tous électeurs en puissance : « Si je permettais la mainmise des communistes sur le Vietnam du Sud, les Etats-Unis perdraient le respect du monde. Je ne laisserai pas cela se produire. »

Ainsi donc, si l'on comprend bien, c'est pour conserver le respect du monde que Nixon, comme l'avait fait Johnson avant lui, fait déverser des tonnes de bombes sur ce malheureux pays vietnamien ; c'est pour conserver le respect du monde que, le 16 avril dernier encore, il a envoyé ses B 52 sur Hanoï et sur Haïphong ; c'est pour conserver le respect du monde qu'il se lancera peut-être demain dans une nouvelle escalade meurtrière.

Nous ne sommes pas ici des fanatiques de l'anti-américanisme et nous n'avons jamais pensé que les Etats-Unis portaient seuls la responsabilité de la prolongation de cette horrible guerre. Mais, à un certain moment, les faits eux-mêmes défient toute interprétation subjective, et c'est incontestablement le cas aujourd'hui.

Pendant des années, l'administration de Washington a fondé sa politique sur la fameuse théorie dite de la « vietnamisation » devant permettre le retrait progressif des troupes américaines. Ce qui était prévisible s'est produit : à partir d'un certain niveau, le rapport des forces s'est renversé. Bien que nettement moins nombreux, les Nord-Vietnamiens et le F.n.l. ont d'abord bousculé, puis enfoncé sur plusieurs points le front tenu par les forces sud-vietnamiennes, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles se battent sans conviction et, en tout cas, sans espoir de redresser la situation. Il restait alors aux Américains à lancer à nouveau leurs bombardiers, à semer un peu plus le malheur sur ce peuple dont les enfants de moins de 25 ans n'ont pratiquement jamais connu autre chose que la guerre, les bombes, l'exode, la misère.

« Toute la misère du monde, écrivait l'autre jour le correspondant de l'A.f.p., semble s'être donné rendez-vous le long de la route n° 1, entre Quang Tri et Hué. Pris au hasard sur le chemin de l'exode, des réfugiés racontent leur histoire, presque toujours la même. C'est la peur des bombardements, plutôt que celle des communistes, qui les a chassés de leurs villages et par-dessus tout, dans la région côtière, les tirs meurtriers des bâtiments de la VIIe Flotte américaine ».

Cette VIIe Flotte dont Nixon est si fier et sur laquelle il compte pour ne pas perdre le respect du monde !

On peut, certes, admettre que, pris entre les impératifs contradictoires de son prochain voyage à Moscou et d'une réélection qui n'est peut-être plus aussi acquise qu'on pouvait le croire il y a quelques semaines, Nixon n'a pas la tâche facile. On peut comprendre aussi que la puissance de l'offensive des Nord-Vietnamiens et du F.n.l. est destinée à donner à ceux-ci de meilleures cartes dans la négociation. Mais encore faut-il que cette négociation, secrète ou non, soit enfin abordée sur des bases réalistes. Celles-ci supposent que soit annoncé le retrait de toutes les forces américaines, que soit établi un cessez-le-feu effectif et que soit posé le problème du pouvoir, c'est-à-dire du droit des Vietnamiens à fixer librement leur sort.

Les dernières déclarations de Nixon ne laissent pas penser, hélas ! qu'il est prêt à ce réalisme dont il a pourtant su faire preuve il y a quelques mois, en allant rendre visite à Mao Tsé-toung après avoir lâché son vieil allié Tchang Kai-chek. Mais pourra-t-il encore longtemps lier son sort à celui de l'actuel gouvernement de Saïgon, dont il est évident pour tous, y compris désormais pour l'opinion américaine, que son avenir est singulièrement compromis ?

Grandes manœuvres avant la vraie négociation? Escalade fatale donnant une nouvelle dimension au conflit ? Les deux hypothèses sont possibles et il est difficile, sans connaître le dessous des cartes, de savoir vers laquelle on s'oriente effectivement.

Mais, au-delà des faux-semblants politiques et des hypocrisies diplomatiques, il reste que des hommes, des femmes, des enfants qui ne demandaient qu'à vivre en paix, dans un pays qui est le leur, tombent chaque jour sous les bombes et les obus. C'est cela d'abord, et tout de suite, qu'il faut savoir arrêter, si l'on tient vraiment au respect du monde.

CLAUDE ESTIER

La désillusion des chrétiens démocrates

Rainer Barzel a perdu la première manche du combat qu'il a engagé la semaine dernière contre le chancelier Willy Brandt : la « défiance constructive » n'a pas été votée par le Bundestag ; à deux voix près. Puis il a gagné la seconde en empêchant, par un vote à égalité, que le Budget de son adversaire soit adopté. La belle, qui pourrait avoir lieu très vite sur la ratification des traités avec l'U.r.s.s. et la Pologne, a été reculée d'un commun accord.

L'Allemagne fédérale se trouve, en réalité, devant une des difficultés les plus graves de sa jeune histoire. La majorité parlementaire de la coalition des socialistes et des libéraux ne disposait, au départ, que d'une avance de cinq voix. Peut-on dire qu'elle se soit effritée ? C'est la faiblesse de sa marge qui a permis de la mettre en péril, alors que, dans son immense majorité, elle s'est montrée fidèle et résolue. Mais la Démocratie chrétienne a mis tout en œuvre pour obtenir le revirement de quelques hommes. On imagine quelles pressions sont alors possibles et, s'il n'existe pas actuellement de preuves sur les aspects financiers de certaines d'entre elles, il est probable qu'on n'a reculé devant rien.



Manifestation de soutien au chancelier Willy Brandt à Hambourg.

Un appétit maladif

Pour les démocrates chrétiens, le Pouvoir est une sorte de droit acquis et le gouvernement Brandt une insolence ou un déni de justice. La démocratie allemande est sans doute encore trop fraîche pour que tous les hommes politiques acceptent du fond du cœur des règles qui peuvent les porter tantôt au Pouvoir, tantôt dans l'opposition. Les opérations de débauchage des démocrates chrétiens et l'offensive procédurière qu'ils mènent depuis quelques semaines révèlent de telles arrière-pensées. Dès 1969, la C.d.u. a montré qu'elle ne s'inclinait pas devant un état de fait qui, pour la première fois depuis la fondation de la République, l'éloignait du gouvernement. Et elle a cherché inlassablement à le modifier, comme si elle se sentait incapable d'attendre la fin normale de la législature.

Cette « propriété » sur le Pouvoir que s'arroge la Démocratie chrétienne est bien l'aspect le plus inquiétant de la situation allemande. La plupart des observateurs considèrent, par exemple, que Barzel ne remettait finalement pas en cause l'essentiel de l'acquis de la politique d'ouverture à l'Est, même s'il profitait d'un éventuel succès pour enterrer le débat de ratification. S'il en est réellement ainsi, l'appétit de pouvoir de ses amis devient une réalité quasi maladive.

Ce que craignent le plus les démocrates chrétiens, c'est qu'une majorité du peuple allemand prenne l'habitude de se passer d'eux ou se contente de les traiter comme un parti comme un autre. Depuis le retrait d'Adenauer, la droite allemande cherche un homme providentiel et rassurant qui ferait pencher en sa faveur les hésitants. La montée continue de la social-démocratie, confirmée par l'élection du Bade-Wurtemberg, souligne un des aspects pénibles de la bipolarisation : la situation d'opposant cesse d'être une hypothèse lointaine pour devenir une constante. Et quelle que soit la considération qu'on porte dans les rangs de la C.d.u. aux démocraties anglaise et américaine, on ne souhaite pas en subir les conséquences lorsque celles-ci sont désagréables.

D'autant qu'avant 1969, il était courant de dire que bien peu de choses sé-



Rainer Barzel, Ludwig Ehrard et Kurt Kiesinger à un congrès du C.d.u.

Un coup pour rien ?

paraient les deux principaux partis. La grande coalition avait paru confirmer cette interprétation allemande du « bonnet blanc, blanc bonnet ». Or le gouvernement Brandt, bien qu'il soit une coalition, a démontré l'existence de réelles différences. D'importantes réformes sociales ont été mises en œuvre et on aurait tort de sous-estimer, dans l'offensive actuelle des démocrates chrétiens, la part qui revient notamment à la situation nouvelle créée dans les entreprises par une loi étendant considérablement les pouvoirs des comités et des syndicats.

Dans les entreprises

Les élections qui ont actuellement lieu dans la plupart des entreprises allemandes ont pris l'allure d'un véritable affrontement politique entre la gauche et la droite, entre le travail et le capital.

Il est inutile d'insister sur l'audace de l'équipe Brandt-Scheel dans le domaine de la politique étrangère. Là encore, les Allemands ont eu le sentiment d'un cours nouveau et, si un certain nombre d'entre eux ont été choqués, les sondages ont indiqué qu'une majorité approuvait ce qui a été fait.

Or, dans tous les pays démocratiques, il apparaît de mieux en mieux qu'une fraction de l'électorat, qui ne suit pas systématiquement les mots d'ordre d'un seul parti, se prononce en cherchant à mettre les hommes qui conviennent à la place qui leur convient. Certains spécialistes électoraux de la démocratie chrétienne se demandent alors si cette partie flottante ne considère pas que Brandt et la coalition sont bien à leur place au gouvernement, alors que dans telle ou telle élection régionale ou locale, elle leur préférera la C.d.u.

S'il en est ainsi, il vaudrait mieux saisir le pouvoir par n'importe quel moyen plutôt que de se soumettre à des élections générales. Ce qui expliquerait l'offensive de Barzel, son caractère exceptionnel et l'ampleur de la désillusion des chrétiens démocrates. Et ce qui laisserait à Brandt une possibilité de manœuvre bien supérieure à celle qu'on lui accorde communément, puisqu'il est, pour une bonne part, toujours maître de l'arme de la dissolution.

CLAUDE FUZIER

La campagne électorale italienne touche à sa fin. Elle n'a pas été aussi agitée qu'on pouvait le craindre, après l'explosion d'une demi-douzaine de bombes et les violents affrontements entre les extrémistes de droite et de gauche qui en avaient marqué le commencement. Il y a bien eu quelques incidents, mais isolés et le plus souvent limités aux meetings du Mouvement social — c'est-à-dire des néo-fascistes — troublés par des jeunes de



Rome, pendant la campagne.

gauche, ou interrompus par la population elle-même dans les régions où est resté vivace le souvenir de la lutte des partisans contre le fascisme.

On a déploré une certaine indifférence et même une certaine froideur de l'électorat, due peut-être à la transformation soudaine de la technique de propagande : l'allocution et le débat télévisés ont pris la place des anciens meetings traditionnels. Peut-être aussi au fait que les représentants des différents groupes ont surtout parlé des multiples possibilités de combinaison gouvernementale, oubliant, du même coup, de faire savoir à l'opinion comment seraient résolus les problèmes auxquels le pays doit faire face tous les jours.

Les élections administratives de juillet 1971, dans lesquelles le mouvement néo-fasciste italien s'était nettement affirmé — surtout en Sicile — aux dépens de la démocratie chrétienne, avaient créé la psychose du « grand retour ». Et la peur d'une victoire de la droite a, au moins au début, dominé la campagne électorale.

Le leader du M.s.i., Giorgio Almirante, fils d'un acteur comique assez connu à l'époque du fascisme, s'est présenté aux électeurs avec le visage séduisant d'un homme qui veut rendre l'autorité à l'Etat sans restreindre la liberté des citoyens ; qui veut rétablir l'ordre et la discipline sans recourir à la matraque ni aux lois exceptionnelles, comme le veut sa tradition familiale.

Au siège du Mouvement, à Rome, il a fait retirer les souvenirs et les portraits de Mussolini et tout le décor fasciste qui l'entourait. Il a conclu une alliance avec ce qui reste du Parti monarchique et il a embarqué sur ses listes une grande quantité d'officiers supérieurs de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation. Les pièces les plus importantes de sa collection sont l'amiral Birendelli, ancien commandant des forces de l'Otan pour la Méditerranée, et le général des carabiniers Di Lorenzo, auteur d'un coup d'Etat manqué.

Les pieds dans le plat

Malgré son indiscutable talent de comédien hérité de son père, Almirante n'a cependant pas réussi à convaincre et son Mouvement semble bien loin de pouvoir obtenir les résultats spectaculaires qu'il avait espérés. Ses discours ont sans doute eu quelque effet, mais ceux de ses compagnons sensiblement moins. Plus d'un orateur fasciste n'a pas su résister à la tentation de faire l'éloge du régime de Mussolini. Plusieurs ont même mis les pieds dans le plat, en affirmant que les néo-fascistes se tenaient tranquilles en raison de la campagne électorale, mais qu'une fois les élections terminées, ils sauraient trouver leurs ennemis l'un après l'autre. L'un d'eux a même été jus-

→

→ qu'à affirmer publiquement que si les élections leur donnaient le pouvoir, ce serait bien, mais que, dans le cas contraire, ils s'en empareraient par d'autres moyens.

Un autre motif de déception pour Almirante a été le résultat du référendum français du 23 avril, qui a apporté un éclairage sur la réalité du système gaulliste qu'il proposait lui-même comme modèle à l'électorat italien.

Tous comptes faits, il est vraisemblable que le Mouvement social italien et le Parti monarchiste obtiendront 40 ou 50 députés à la Chambre, au lieu de 30 aujourd'hui. C'est une éventualité sans doute désagréable, mais non un péril grave pour la démocratie italienne, ni en fin de compte l'indice révélateur d'un glissement progressif à droite de l'axe politique italien. Il faut rappeler, en effet, qu'en 1953 monarchistes et fascistes avaient à la Chambre 68 représentants.

Si Almirante, fils d'acteur, interprète la comédie de la respectabilité, la Démocratie chrétienne, qui a été sans interruption au gouvernement depuis la Libération jusqu'à aujourd'hui, et qui est depuis longtemps en perte de vitesse, a interprété pour sa part plusieurs rôles dans cette campagne électorale. Elle a voulu apparaître en même temps à droite et à gauche, facteur d'ordre et garantie de progrès ; aux côtés des industriels qui refusent la liberté dans les entreprises et aux côtés des ouvriers qui la réclament. En somme, tout et le contraire de tout.

Les deux composantes

Le candidat malheureux à la présidence de la République, Amintore Fanfani, a pris, sans que personne dans son parti ne le lui demande, l'initiative de faire savoir au pays que la Démocratie chrétienne a toujours été et demeure un parti d'ordre. Et que, si les socialistes veulent aller trop loin avec leur frénésie de réformes, la D.c. saura se passer d'eux. L'élément de rechange pour transformer l'alliance de centre-gauche en alliance de centre-droit est le Parti libéral — 31 députés dans la Chambre qui vient d'être dissoute — que la presse patronale aide de son mieux. Sans grand résultat toutefois, si l'on en croit les sondages d'opinion selon lesquels le Parti libéral réussira à peine à maintenir ses suffrages et, dans le meilleur des cas, à ne gagner qu'un pourcentage infime.



Giorgio Almirante (M.s.i.) vu par le Parti socialiste italien.

En résumé, et malgré l'intervention bruyante et largement artificielle de forces étrangères, les deux grands protagonistes des élections italiennes sont la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste, c'est-à-dire les deux composantes les plus importantes du centre-gauche. Le problème est de savoir si la rencontre entre les forces catholiques et les forces socialistes qui, si elle n'a pas répondu à tous les espoirs, a donné malgré tout quelques résultats positifs, pourra ou non continuer.

La Démocratie chrétienne, nous l'avons dit, insiste sur son éventuelle désengagement de la gauche, afin de ne pas déplaire aux électeurs conservateurs, attirés par les sirènes néo-fascistes. C'est de bonne guerre. Mais, après les élections, quel sera son choix ? Certes, beaucoup dépendra des résultats eux-mêmes, mais personne ne pense qu'il y aura des déplacements tels qu'ils puissent bouleverser l'équilibre politique actuel.

S'il en était ainsi, la situation serait toute différente. Mais, pour le moment, il est difficile d'envisager un gouvernement de centre-droit dans un pays comme l'Italie où, aux progrès économiques de l'après-guerre, doit encore correspondre un progrès social équivalent ; et où les structures de l'Etat sont à tel point périmées et inefficaces qu'elles ne permettent même pas de mettre en place les procédures nécessaires pour recevoir, de la Communauté économique européenne, les contributions qui pourraient résoudre beaucoup de problèmes des agriculteurs italiens — comme vient de le révéler, à la stupeur générale, le président de cette même C.e.e., Sicco Mansholt.

Les communistes ont orienté toute leur campagne électorale contre l'évolution vers la droite de la Démocratie chrétienne et pour un déplacement effectif vers la gauche de l'axe du gouvernement. Ils se sont déclarés prêts à assumer des responsabilités directes dans un futur ministère, avec ou sans la Démocratie chrétienne.

De leur côté, les socialistes,qui, selon les prévisions, devraient augmenter sensiblement leurs suffrages, se sont battus pour « l'équilibre plus avancé », formule qui définit leur politique. Une politique de réformes audacieuses qui ne peuvent aboutir sans le concours de toute la classe ouvrière et de ses organisations.

CARLO BONETI

Une si gluante petite plage

Le lac Erié est mort. Le lac Baïkol va mourir. C'est loin tout ça, alors ! Mais dans quel état est le lac d'Annecy ? Et la Méditerranée, combien d'années lui reste-t-il ? En 50 ans, « l'homme » a déversé dans les mers plus de déchets qu'au cours des 20 siècles précédents. Déchets chimiques et atomiques : pour la seule année 1967, 35 000 conteneurs renfermant des résidus radio-actifs ont été jetés dans les océans. Le rinçage des tankers en pleine mer, c'est 5 millions de tonnes d'hydrocarbure déversées, les plages gluantes. Les égouts sans stations de traitement des eaux, c'est la pollution des plages par les bactéries. La mer, ce rêve de pureté, ce mythe profond, est devenue dangereuse.

En avril 1970, « Que choisir », revue de l'Union fédérale de la Consommation, publiait le résultat d'une enquête sur la pollution des plages françaises. Il s'agissait de la qualité bactériologique de l'eau. Sur 315 plages examinées, 45 étaient classées « très dangereuses, ici votre vie est en péril » ; 11 « dangereuses, ici vous jouez avec votre santé »... L'affaire fit du bruit. Débat à l'Assemblée nationale, réponse du ministre. Pas celui de la Santé, mais celui du Tourisme...

Depuis, rien n'a changé. Cela aurait même empiré. Parfois, les municipalités tentent de résoudre un problème qui les dépasse, car les pollueurs, les principaux — ceux du pétrole, de la chimie — sont ailleurs, ou ont des « appuis », ou encore des « arguments » : « Si vous insistez, on déménage... ». Il est difficile de protéger la nature et de nous protéger sans porter atteinte aux intérêts des industriels, des pétroliers, des banquiers, des promoteurs.

Aujourd'hui, chaque Français « produit » 0,7 kg de déchets par jour, 250 kg par an. En 1980, 1,6 kg par jour. Et les emballages représentent 40 % du tonnage. Papiers, cartons, bouteilles en plastique, paquets-cadeaux, nous sommes envahis par le conditionnement. Et souvent nous l'abandonnons sur place, par facilité, par bêtise. Pour une station touristique, le problème devient, dès le mois de juillet, aigu. Si la population est multipliée par dix, le poids et le volume des ordures aussi. Mer polluée, plages sales, la Méditerranée a cessé d'être un paradis.

Alors, les vrais pollueurs interviennent. Car si on laisse les choses en état, le bon peuple risque un jour d'en avoir assez. Et d'exiger des mesures. La mer, c'est trop vaste, et la pollution chimique, ça ne se voit pas. On laisse tomber. Par contre, les emballages, c'est voyant. On peut même dire aux gens que si les plages sont sales, c'est de leur faute. L'opération est prête. Cet été sur 500 km de côtes, vous pourrez voir des drapeaux et des panneaux « Vacances propres », et 6 700 poubelles.

Si les choses en étaient resté là, il n'y aurait rien à dire. Mais l'opération « Vacances propres » ne pouvait pas se limiter à un si banal objectif. En juin, si vous êtes Parisien, vous aurez droit à des « journées d'information » dans les grands magasins (Printemps et B.h.v.). De quoi vous convaincre que, si les plages, les calanques et les pinèdes sont sales, c'est de votre faute. Ensuite, « on » utilisera les jeunes. Le journal « Chouette » et les clubs « Mickey » seront présents, mieux : ils « animeront » — il ne faut perdre aucune occasion pour faire de la publicité.

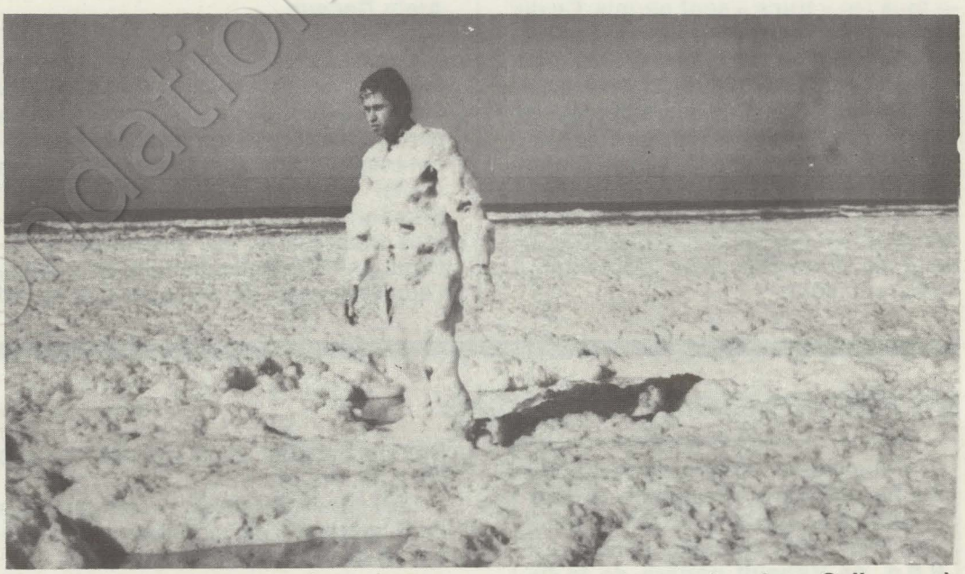
Pour lancer l'opération, le 5 juillet et le 3 août, les jeunes nettoieront les plages. De la formation professionnelle accélérée, en quelque sorte, et de la main-d'œuvre gratuite. Ce ramassage sera doublé d'une « journée d'information adulte ». Les jeunes iront expliquer à leurs aînés qu'il faut être propres, qu'il ne faut pas laisser traîner de papiers gras. « On vous donne une plage propre, gardez-la propre ». Voilà le slogan.

Les objectifs sont annoncés : « Recruter le plus grand nombre de jeunes possibles et leur faire porter le badge « Vacances propres ». Obliger moralement les adultes et les non porteurs de badges à se servir des conteneurs vacances propres. » Si vous n'êtes plus en âge de lire « Mickey », si vous êtes allergiques aux badges, attendez-vous à subir une pression « morale ». Peut-être que, pour 1973, en améliorant le système, la pression sera « physique » ? On n'arrête pas le progrès.

L'association qui organise cette campagne s'appelle « Progrès et environnement ». Ses objectifs : les problèmes des déchets solides. Et en ces temps de publicité clandestine, l'association proclame qu'elle ne veut pas de fausse publicité. Dans le dossier remis aux journalistes, le nom des membres de l'association ne figure pas. Il est même précisé : « Sachez seulement que l'association est composée de producteurs de matière première (chimie, pétrole), de fabricants d'emballages (verre, plastique, bois, papier carton, tissus), de conditionneurs, de distributeurs. »

Tout un programme, en somme. On pollue, on utilise les jeunes pour nettoyer le plus voyant, on tente de donner mauvaise conscience aux adultes, on essaie de faire oublier les vrais problèmes et, par la même occasion, on se refait une virginité. Pas mal, comme résultat.

GUY PERRIMOND



Un baigneur parmi les résidus sur la plage de La Salic, près d'Arcachon.

Alain Decaux, le funambule

Lundi soir, un funambule va affronter, comme chaque mois, des millions de spectateurs pour un numéro sans filet. Alain Decaux, une fois de plus, les tiendra en haleine pendant 50 minutes, en direct, en leur parlant d'Hiroshima.

Le public a toujours été séduit, intrigué, par la magie du conteur ou du conférencier capable de retenir longtemps son attention par son humour, sa « présence », la vivacité de ses propos. Bref, par sa force de persuasion autant que par le thème : ici, l'Histoire, pour laquelle les Français marquent un si grand goût depuis quelques années.

Ce genre s'apparente bien plus à la radio qu'à la télévision, c'est vrai. Mais l'homme de radio ne fascine pas. On l'écoute plus distraitement que l'homme de télévision. Le trac de Decaux, en tout cas, est plus grand à la télévision qu'à la radio, où — l'auditeur averti le sait — tous les « trucs » sont permis. Ce qui supprime le « suspense ».

Le spectateur du « direct » au petit écran se comporte un peu comme le célèbre Anglais qui suivait le dompteur de ville en ville avec le secret espoir de voir un lion le dévorer : le téléspectateur ne peut s'empêcher d'attendre l'hésitation, le trou, le bafouillage. Mais son admiration n'en est que plus vive quand le funambule triomphe sans trébucher à aucun moment.



Alain Decaux.

Certes, Decaux avait à son actif l'ancienne et excellente série dramatique du trio Castelot - Decaux - Lorenzi : « La caméra explore le temps ». Mais sa popularité actuelle, il la doit surtout à ses récits télévisés. Cette série « Alain Decaux raconte », nous l'apprécions depuis quatre ans. Les premières émissions, en 1968, ont constitué, en somme, l'apprentissage de Decaux. On ne lui confia, au début, que des « tranches » d'un quart d'heure. Et ses récits étaient alors filmés par séquences de trois minutes.

Cela dura deux ans. Puis, Maurice Cazeneuve lui proposa, pour 1970-71, des séances d'une demi-heure. En direct. Puis, lorsque Pierre Sabbagh prit la succession de Cazeneuve à la tête de la 2e chaîne, il offrit à Decaux 50 minutes — non sans audace.

« Mais, constate Decaux, mon trac n'a heureusement pas augmenté avec la durée de mes récits ; je ne l'éprouve, comme beaucoup d'acteurs, qu'avant chaque émission. Et, si longue soit-elle, je regrette, aussitôt après, d'avoir oublié de raconter certains détails. J'aurais voulu, par exemple, la dernière fois, m'attarder plus de dix minutes sur la traversée de la Manche par Blériot. Mais j'avais utilisé 40 minutes pour évoquer la vie et les préparatifs du pionnier de l'aviation... Je dispose uniquement, au départ, en plus de ma documentation, d'un plan que je respecte plus ou moins : c'est de la véritable improvisation ».

C'est aussi de la véritable télévision. L'association de la critique spécialisée ne s'y est pas trompée, en lui attribuant, l'autre jour, son prix « Homme de T.v. 1971 ».

HENRI-P. MARC

au risque de vous plaire

A l'émission L'heure de vérité, de Michel Péricard et Maurice Bruzek (vendredi 5 mai, 21 h 30, ch. 2), c'est Pierre Dreyfus qui sera l'invité. Le P.d.g. de Renault parlera de la 2e entreprise de France, 3 500 véhicules par jour et 66 000 ouvriers, et — qui sait — de l'affaire Overney.

VENDREDI 5 MAI

Dans la série Au cinéma ce soir : « Les dames du Bois de Boulogne », le film qui a révélé le style très particulier de Robert Bresson — mais tout le monde n'aime pas forcément (20 h 30, ch. 1).

« Les temps difficiles », la pièce d'Edouard Bourdet (20 h 15, France-Inter).

SAMEDI 6

Les aventures d'une tournée théâtrale : « La Sainte Farce », adaptée par Robert Sabatier d'un de ses romans (20 h 30, ch. 1).

La légende du siècle : « Les papillons de Singapour », la 2e émission de l'évocation de Malraux (21 h 30, ch. 2).

« Les jeunes parlent d'eux-mêmes », enquête d'Harold Portnoy (8 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 7

Théâtre de la jeunesse : « Un bon petit diable » (17 h 45, ch. 1).

La Bretagne à l'émission Inventaire (20 h 30, ch. 2).

« Viva Maria » : une expérience à demi ratée, mais l'une des plus intéressantes de Louis Malle (20 h 40, ch. 1).

Le magazine de Rossif - Chazal : Vive le cinéma (22 h 35, ch. 1).

Ciné-club : « Rome, ville ouverte » — dans l'œuvre la plus connue de Rossellini, l'explosion d'Anna Magnani (22 h 40, ch. 2).

Concert avec Rostropovitch (17 h 50, France-Musique).

LUNDI 8

Les Incorruptibles (20 h 30, ch. 1).

L'humour et le savoir-faire de Philippe de Broca et de Belmondo dans « Cartouche » (20 h 30, ch. 2).

Alain Decaux raconte Hiroshima — voir notre article (22 h 20, ch. 2).

MARDI 9

Hexagone : émission consacrée au cinéma (20 h 30, ch. 1).

MERCREDI 10

Aux Dossiers de l'écran, « Galilée » : un sujet qui ne pouvait que plaire à Liliana Cavani — l'auteur du récent film « Les cannibales » (20 h 30, ch. 2).

Cinéastes de notre temps : Claude Autan-Lara (22 h 20, ch. 1).

JEUDI 11

Jean-Paul Roussillon, Georges Descrières, Micheline Boudet, etc... jouent « Le prince travesti », de Marivaux (20 h 30, ch. 2).

La pire violence

Stanley Kubrick est un dangereux récidiviste. L'humour cruel de son « Dr Folamour » gênait. L'angoisse purement intellectuelle baignant son film-cathédrale, « 2001, Odyssée de l'espace », mettait mal à l'aise. Aujourd'hui, la frénésie d'« Orange mécanique » balaie tout.

Qu'on ne s'approche pas de ce film sans s'être préalablement inoculé un bon vaccin ; « Les chiens de paille », par exemple. Sinon, on supportera mal le premier tiers du film : les équipées sauvages d'Alex et de ses trois séides — agressions, viols et cruautés en tous genres — que Kubrick raconte dans un délire d'images déformées, d'accélérés, de stridences, d'outrances de jeu et de maquillage des comédiens, de décors d'une superbe laideur... C'est tout juste si, au passage d'un accompagnement musical ou d'un accessoire insolite, l'humour sarcastique de Kubrick et le baroque — volontairement proche du rêve — de son esthétique arrachent à l'insoutenable cette première partie du film, qui s'achève par un meurtre et par l'arrestation d'Alex.

Enfin, on va souffler, croyez-vous. Non pas. Car la suite est plus terrifiante encore : au tableau de cette violence au premier degré d'un individu, va succéder celui d'une violence collective bien plus subtile. En effet, le gouvernement a fait mettre au point — officiellement, dans le seul but de mettre fin à la délinquance — un traitement psychique qui doit transformer en saints les plus sanguinaires criminels. Le prisonnier Alex accepte, en échange de sa liberté, d'être le cobaye de ce lavage de cerveau perfectionné. De fait, la moindre évocation de la brutalité ou de la sexualité déclenchera désormais en lui les pires nausées. C'est cet agneau inoffensif qu'on va rejeter dans la jungle de la ville, où ses anciennes victimes — du moins jusqu'à ce qu'un accident le renvoie à son état premier — pourront se jeter sauvagement sur lui.

Même à un monstre

Ainsi, il y avait plus barbare que la barbarie d'Alex : la sauvagerie d'une société, la violence du Pouvoir politique, violence encore plus efficace d'avoir la science à son service. C'est l'essentiel du propos de Kubrick, et cela éclaire le sens du début du film : par honnêteté, il en avait remis sur la dépravation d'Alex pour que l'immoralité supérieure de la violence d'Etat ne soit pas ensuite trop facilement établie.



Scrupule de moraliste. Toujours est-il que la dénonciation de cette violence d'Etat est sans concession : non, même à un monstre comme Alex, on n'a pas le droit de faire subir de tels conditionnements sous prétexte de maintenir l'ordre. Non, l'organisation scientifique de la société n'est pas sans limites. Non, personne n'a le droit de priver un homme de son libre arbitre, même dans le choix fondamental entre le Bien et le Mal.

Autant de thèmes, très actuels, dans un film d'une richesse inouïe, qui n'ont donc rien à voir avec « une œuvre de droite », comme le pessimisme profond d'« Orange mécanique » a amené à l'écrire un peu légèrement certains critiques « humanistes ». Autant de thèmes qui apparaissent clairement au milieu du maelstrom, même si Kubrick moraliste ne donne pas plus la clé de l'énigme finale de ce film que Kubrick métaphysicien ne l'avait fait pour celle de « 2001 ».

L'auteur dit que son film se passe vers 1980. Gare ! Ce n'est pas après-demain, c'est demain. Les historiens de l'avenir sauront, eux, s'il tenait au seul hasard que trois des plus grands cinéastes du demi-siècle nous donnent, à quelques années d'intervalle, trois œuvres d'apocalypse : le « Satiricon » de Fellini, « Les damnés » de Visconti (1) et « Orange mécanique ». Ou si, une fois encore, les poètes ont pressenti et annoncé le futur.

SERGE RICHARD

(1) A signaler à Paris, à partir de lundi et jusqu'au 19 mai, tous les soirs à 21 heures, un festival du cinéma italien, à l'amphi ouest du Grand Palais.

COMMUNES DE FRANCE
(la revue des administrateurs locaux)

Un instrument de travail indispensable pour tous les élus municipaux et conseillers généraux : la revue Communes de France, porte-parole de la Fédération des Elus socialistes et Républicains.
Paraissant tous les mois, Communes de France apporte aux administrateurs locaux une documentation précieuse et des études approfondies sur les problèmes auxquels ils sont quotidiennement confrontés.

COMMUNES DE FRANCE
Abonnement d'un an : 23 F
C.c.p. : Société d'Etude et de Documentation municipale - Paris 976-43, 50, rue de Rivoli, Paris 4e. Tél. : 272.49.12.

Entre Phnom-penh et Hanoï



François Chalais avec Norodom Sihanouk et sa mère, la reine du Cambodge.

« Les Chocolats de l'entracte » : ne vous fiez pas trop au titre. Quoique François Chalais, l'auteur de ce livre (éditions Stock), se veuille beaucoup plus spectateur que « critique », et bien qu'il évoque l'idée de spectacle et de friandises, il ne s'agit nullement du recueil traditionnel de chroniques, de critiques ou d'entretiens.

Non, Chalais « se » raconte avec humour et vivacité, sans se prendre au sérieux, mais en profondeur. Et il trace un portrait précis, sensible, de fascinants personnages, célèbres ou inconnus. Objectif ou non, c'est bien là le livre d'un témoin de son temps. En voici deux extraits, parmi les plus proches d'une actualité brûlante.

« Le pouvoir, me disait le prince Sihanouk, j'en suis rassasié. J'appartiens à une dynastie qui date de deux mille ans. Croyez-vous que je puisse encore être grisé par une couronne ou un titre de chef d'Etat ? »

Parfois, malgré sa quarantaine à peine entamée, il paraissait très fatigué. Découragé, même. Il disait alors que, si on ne voulait plus de lui, il partirait. Qu'il voulait surtout éviter ce dont il avait le plus horreur : la guerre civile et le sang innocent répandu. Plusieurs fois, devant l'Assemblée nationale, il avait offert sa démission. Chaque fois, cette espèce de deuil que l'on pouvait lire dans les yeux de son peuple avait retenu sa décision. Alors, il souriait de nouveau, retardant ce séjour en France, dans une clinique de Grasse, qui était indispensable à sa santé. C'est parce qu'il se sera attardé, une dernière fois, un peu plus longtemps que de coutume, dans ce refuge si souvent remis à des temps qu'il croyait meilleurs, que ses conseillers et ses députés (pratiquement tous nommés par lui et en apparence à sa dévotion) ont organisé la rébellion. S'il avait été à Phnom Penh, ils n'en auraient jamais eu la hardiesse.

De son armée surtout, Sihanouk paraissait très fier. Une armée pas comme les autres, trente-six mille hommes à peine, mal payés, mais fidèles, utilisés à toutes les tâches ; aussi bien à garder les frontières qu'à aider les paysans à repiquer le riz, à apprendre à lire aux enfants ou à percer des routes dans la forêt tentaculaire. Un jour, il m'a déclaré : « L'armée cambodgienne est la seule armée du monde à n'avoir jamais fait de coup d'Etat. J'aimerais bien que l'idée lui en vienne : cela me permettrait de me reposer... Mais elle ne veut pas me faire ce plaisir. »

Un an, à peine, plus tard...

Elle semblait avoir cependant pour lui, à sa base du moins, plus que du dévouement — de l'amour. Certes, et il le savait, certains officiers supérieurs étaient moins sûrs. C'est du général Lon Nol, celui justement qui le renversera, qu'il me disait : « Comme tous les généraux de carrière, il ne peut pas s'empêcher d'être de droite... Et puis, pour des militaires, qu'est-ce que la guerre, même civile ? Leur métier... Si personne ne tue, ils ont l'impression d'être en chômage... Avec notre mort, ils construisent leur vie. » (...)

Alerte à Hanoï

Que l'alerte sonne à Hanoï, un univers tout entier sait ce qu'il a à faire. Ce peuple que l'on a fait si souvent et si affreusement mourir, a appris l'art de mourir le moins possible. Les enfants de deux ans n'appellent pas leur mère en pleurant. Ils attrapent d'une main habituée leur jouet familier, coiffent cet étrange matelas de grosse paille en forme de chapeau qui leur sert d'unique rempart contre les atroces « bombes à billes », et sautent dans les trous de béton qui jalonnent tous les deux mètres les trottoirs de la cité. C'est hallucinant, au ras du sol, ces têtes sans nombre, comme décapitées par le niveau de la rue, mais qui continuent à lire des poèmes, à embrasser des nouveau-nés, à sucer des morceaux de canne à sucre, à tenir des bouquets de fleurs... Personne ne parle. Personne ne tremble. Au-delà de l'écho rageur de la D.c.a. et du vrombissement sourd des F-105 et des F-4 H qui s'acharnent sur la ville par vagues de cinquante, on pourrait entendre le silence.

En un mois, j'assisterai près de cent fois à ce spectacle, à raison de quatre alertes par jour et autant par nuit. Je n'oublierai jamais ces regards d'hommes et de femmes, qui pourtant avaient l'air d'appartenir encore à l'enfance. Je pouvais y lire, mieux qu'en scrutant le ciel, si ces avions qui passaient si vite au-dessus de nous étaient des may bay (1) américains, ou si leur rumeur avait la rassurante harmonie des Mig vietnamiens. Pas un enfant, non plus, qui ne sache, rien qu'au bruit, reconnaître l'éclat d'un canon de 37 russe, ou toutes les sortes de bombes (on les a toutes essayées ici, sauf l'atomique) que déversent en chapelets inconscients les aviateurs venus de Thaïlande ou des porte-avions de la VIe Flotte.

L'alerte terminée, les têtes retrouvent successivement leurs épaules, leurs corps, enfin leur jambes. Il n'y a pas un mot d'échangé, de rescapé à rescapé. Les bicyclettes reprennent leur course, quand elles sont intactes, comme si rien ne s'était passé. La marmaille trottine gentiment ; ou s'agrippe un peu plus fort au cou d'une sœur, son aînée de cinq ou six ans. Une immense vague de pudeur semble avoir paralysé les cris dans les gorges. Devant l'horreur et l'injustice, quand la peur a pu être vaincue, il ne reste plus que la dignité. Dignité de ces êtres sans chaussures, ou seulement tailladées dans de vieux pneus, espèces de semelles à lanières, avec pour chemises des lambeaux de toile rapiécée, mais toujours d'une propreté remarquable, sans lainage ni manteau malgré l'humidité glacée de l'hiver. Dignité devant les étalages de fruits où, dans la clarté parcimonieuse de la nuit, on fait queue pour une poignée de mandarines. Dignité suprême de la douleur qui a perdu tout ce qu'elle aimait, tout ce qui était encore, dans une vie qui ressemble de moins en moins à la vie, une raison de vivre. »

(1) Avion, en vietnamien.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT

Requiem pour le jeudi

« Pour ou contre le congé scolaire du jeudi ? ». Non, ce n'est pas la question du prochain référendum de Georges Pompidou — en admettant qu'il ait envie de recommencer de si tôt — mais la « une » de l'édition de « France Soir » du 19 février. Ce journal demandait à ses lecteurs de choisir entre « trois combinaisons : mefcredi libre et cours le samedi matin ; mercredi matin et samedi libres ; mercredi après-midi et samedi libres »...

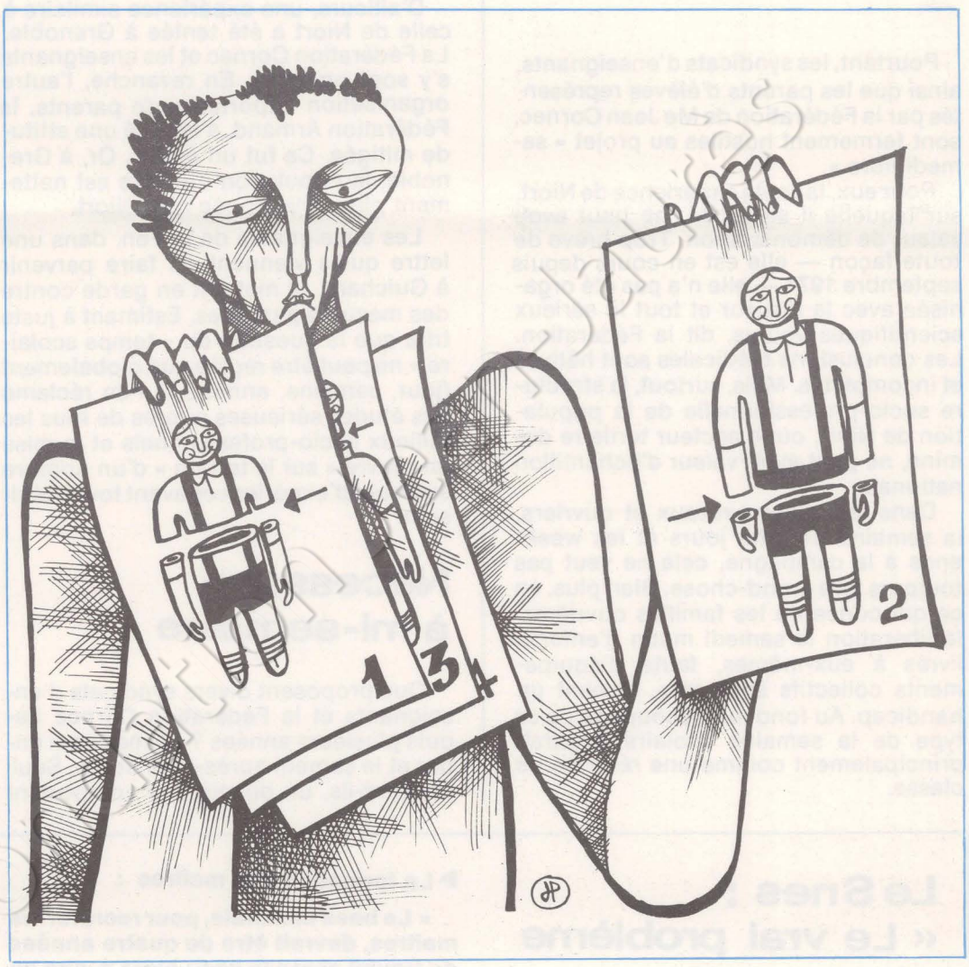
Le résultat de ce « référendum », quelque peu téléguidé par l'Education nationale, cette titraille de l'édition du 2 mars nous le donne : « Congé scolaire : oui au samedi, c'est la réponse des parents. A 80 %, ils condamnent le repos du jeudi. Le ministère : d'accord pour remodeler la semaine scolaire. » Les services d'Olivier Guichard, depuis, achèvent de dépouiller les résultats de leur propre enquête, le ministre de l'Education nationale pouvant prendre une décision ces jours-ci — il l'annoncerait jeudi au congrès de la « Fédération Armand » de parents d'élèves pour application à la rentrée de septembre prochain.

Qu'en pensent les enseignants ? Le Syndicat national des instituteurs, par exemple, nous répond en exprimant « son désaccord avec la méthode utilisée pour étudier la réorganisation de la semaine scolaire. Il constate qu'une fois de plus, une presse à la recherche du sensationnel a abordé de façon contestable une question dont l'examen mérite réflexion et mesure ». Au Sgen, le Syndicat général de l'Education nationale — rattaché à la C.f.d.t. — on parle même de démagogie.

Le week-end des parents

Seul, le déplacement du congé de mi-semaine — mercredi complet au lieu de jeudi — pourrait faire l'unanimité : la puissante Fédération de l'Education nationale (Fen) a fait savoir qu'elle n'y était pas hostile — à cela et à rien d'autre. Rue de Grenelle, au ministère, on penche pour cette formule, qui a l'avantage de mieux équilibrer la semaine (2 jours + 2 jours et demi) que le système actuel.

Il est vraisemblable que Guichard tranchera en ce sens. Mais, s'appuyant sur le fait qu'environ 50 % des réponses à l'enquête ministérielle préfèrent la formule « samedi libre », certains se battront sur le système de la « semaine anglaise », du moins dans toutes les académies qui lui seront favorables : mercredi après-midi et tout le samedi libres. Point de départ : les travaux d'une commission, présidée par Jacques de Chalendar, et des consultations organisées auprès des recteurs qui, dans l'ensemble, ne s'y sont pas montrés opposés.



Les partisans de cette formule s'appuient d'autre part sur une expérience menée à Niort, où la semaine anglaise est en vigueur depuis déjà plus de six mois. Le système y a été institué à la demande pressante de la municipalité, qui s'en estime très satisfaite. Les parents d'élèves peuvent en effet, disent certains d'entre eux, profiter de la présence de leurs enfants deux jours de suite sans interruption.

En fait, l'argument fondamental en faveur de ce système réside dans la possibilité désormais offerte aux familles de « s'évader » de leur cadre de vie dès le vendredi soir. Dans une telle optique, bien des parents ne peuvent manquer de se montrer favorables à une solution qui ne « casse » pas leur week-end.

Réforme de classe

Quant à ceux qui ne partent pas, certains jugent cette formule préférable au découpage actuel : « Elle permet au père et à la mère de faire la grasse matinée ou de baguenauder sans être préoccupés par le départ des enfants à l'école, surtout s'ils sont petits ». Enfin, en recréant la cellule familiale durant deux jours complets, la réforme Guichard apporterait une atténuation au processus d'atomisation de cette famille moderne que les psycho-sociologues appellent parfois la « société sans père ».

→

Requiem pour le jeudi

Pourtant, les syndicats d'enseignants, ainsi que les parents d'élèves représentés par la Fédération de Me Jean Cornec, sont fermement hostiles au projet « samedi libre ».

Pour eux, la seule expérience de Niort, sur laquelle il se fonde, ne peut avoir valeur de démonstration. Trop brève de toute façon — elle est en cours depuis septembre 1971 — elle n'a pas été organisée avec la rigueur et tout le sérieux scientifiques voulus, dit la Fédération. Les conclusions médicales sont hâtives et incomplètes. Mais, surtout, la structure socio-professionnelle de la population de Niort, où le secteur tertiaire domine, ne peut avoir valeur d'échantillon national.

Dans les milieux ruraux et ouvriers, la semaine de cinq jours et les weekends à la campagne, cela ne veut pas toujours dire grand-chose. Bien plus, en ce qui concerne les familles ouvrières, la libération le samedi matin d'enfants livrés à eux-mêmes, faute d'équipements collectifs suffisants, devient un handicap. Au fond, un découpage de ce type de la semaine scolaire apparaît principalement comme une réforme de classe.

D'ailleurs, une expérience similaire à celle de Niort a été tentée à Grenoble. La Fédération Cornec et les enseignants s'y sont opposés. En revanche, l'autre organisation importante de parents, la Fédération Armand, a adopté une attitude mitigée. Ce fut un échec. Or, à Grenoble, la population ouvrière est nettement plus développée qu'à Niort.

Les enseignants de la Fen, dans une lettre qu'ils viennent de faire parvenir à Guichard, le mettent en garde contre des mesures partielles. Estimant à juste titre que la question du « temps scolaire » ne peut être réglée que globalement (jour, semaine, année), la Fen réclame des études sérieuses auprès de tous les milieux socio-professionnels et la mise en œuvre « sur le terrain » d'un nombre suffisant d'expériences avant toute décision.

Nécessaire à mi-semaine

Que proposent divers syndicats d'enseignants et la Fédération Cornec depuis plusieurs années ? Le mercredi entier et le samedi après-midi libres. Seul, pensent-ils, un découpage comportant une journée entière de repos en milieu de semaine peut préserver l'équilibre de l'enfant, tout en maintenant une certaine rentabilité pédagogique.

Une journée de repos au milieu de la semaine permet à l'enfant de se lever tard, de se reposer complètement, de se détendre en sortant du cadre scolaire et en se consacrant à ses activités propres. Nombre de pédiatres et de psychologues considèrent cette coupure d'une journée complète comme indispensable à la sauvegarde de l'équilibre de l'enfant — sans compter que sa suppression compromettrait diverses activités, comme l'organisation de rencontres sportives entre établissements.

Ce serait aussi un coup à la rentabilité pédagogique : celle-ci est actuellement la plus élevée le vendredi, au lendemain d'une journée de repos, et la plus faible le lundi, au lendemain d'une journée passée le plus souvent devant la télévision ou sur les routes du retour de weekend — qui est, surtout pour les enfants, une source de fatigue et d'énervement.

« Mercredi ou jeudi, c'est pareil ! remarque une mère d'écolier. Ce que je constate, c'est que mes enfants rentrent à cran de l'école chaque soir... » Voilà posé le problème du « tiers-temps ». Le redécoupage de la semaine fait partie

Le Snes : « Le vrai problème n'est pas là »

Que pensent les syndicats enseignants de la réorganisation de la semaine scolaire ? Etienne Camy-Péret, son secrétaire général, précise pour « l'Unité » la position du Syndicat national des enseignements secondaires (Snes) sur cette question, ainsi que sur celles — essentielles — de la formation des maîtres et de la fonction de l'école.

« Il faut parler de réorganisation de l'année scolaire, et non de la semaine. Le problème n'est pas de remplacer le jeudi par le mercredi comme jour de congé, mais de mieux répartir les activités scolaires tout au long de l'année. Ce problème doit faire l'objet d'une concertation poussée avec les syndicats, les parents d'élèves, etc. »

▶ La formation des maîtres :

« La base minimale, pour recruter les maîtres, devrait être de quatre années de travail après le bac ; c'est-à-dire au moins le niveau de la maîtrise.

Le projet ministériel de C.f.p.m. (Centres de formation pédagogique des maîtres) supprimait le prérecrutement dans les Ipes avec le bac plus une année. Il favorisait les maîtres de l'enseignement long par rapport à l'ensemble des professeurs du second degré ; il provoquait la régionalisation du recrutement, alors que nous souhaiterions un recrutement national. Enfin, il maintenait l'auxiliariat : nous voudrions remplacer les maîtres auxiliaires par des « titulaires-remplaçants » qui auraient au moins l'assurance d'avoir un poste stable.

L'année dernière, 72 000 candidats se sont présentés au Capes et à l'agrégation ; parmi eux, seulement 7 000 ont réussi le Capes et 2 000 l'agrégation. Il faut ouvrir des postes dans les centres de formation. Nous considérons qu'il y a matière à recruter. »

▶ La fonction de l'école :

« L'école est un lieu privilégié d'éducation. Nous ne sommes pas, comme certains, pour sa suppression totale. Nous ne pensons pas qu'elle soit néfaste... Le droit d'apprendre se concrétise dans l'école.

Quelle est sa fonction ? D'abord, elle doit donner aux enfants des connaissances scientifiques de caractère général; il s'agit aussi bien de l'enseignement artistique, de la linguistique ou des langues vivantes — nous reconnaissons une égale dignité à toutes les disciplines. L'école doit aussi enseigner une méthode d'acquisition des connaissances, et former des esprits capables de critiquer ces connaissances. Enfin, elle doit être en liaison avec la vie : à cet égard, le développement de foyers socio-éducatifs, « ouverts » aux interventions d'hommes politiques ou de journalistes et bénéficiant des activités de la cité (associations culturelles, etc.), est extrêmement important. »

Le Sgen: « Ne rien figer »

Lors du congrès du Syndicat général de l'Education nationale (Sgen, rattaché à la C.f.d.t.), en mars, l'opposition a pris la direction du syndicat. Trois membres de la nouvelle équipe — François Garrigue, secrétaire général, André Rembert et Jean Falga — répondent aux questions de « l'Unité » sur la réorganisation de la semaine scolaire, ainsi que sur la formation des maîtres et sur leur conception de la fonction de l'école.

« On doit considérer à la fois le service des enseignants et la vie scolaire des élèves. Nous sommes, en tout cas, contre une conception figée de l'année scolaire. »

▶ La formation des maîtres :

« Nous nous sommes opposés aux C.f.p.m. élaborés par le ministère parce qu'ils favorisaient le cloisonnement et la sélection précoce, maintenaient les concours et l'auxiliariat, et parce que les instituteurs en étaient exclus... Le projet du Sgen est de créer des I.u.p. (instituts universitaires de pédagogie) prévus pour tous les maîtres de tous les degrés, et qui intégreraient l'ensemble des centres de formation actuellement existants. »

▶ La fonction de l'école :

« Dès le mois d'avril 1968, le Sgen avait une position très ferme au sujet de la fonction de l'école. Nous expliquions qu'elle devait donner un enseignement de qualité, mais qui ne s'adresserait pas uniquement à une élite. L'école, qui est en principe un service public, tend de plus en plus à devenir un service « privé », en grande partie à cause de sa rigidité : elle n'est plus qu'une garderie, elle enferme les enfants dans un carcan, elle les « encadre ».

Que faire ? Il faudrait définir le contenu de l'enseignement en termes d'objectifs — et non plus de programmes rigides — ouvrir l'école sur la vie et le monde du travail. Nous sommes pour la laïcité de l'école ; une laïcité ouverte et combattante, pas une neutralité. Nous sommes opposés aux conventions dites « de type B » (passées avec des organismes privés) qui signifient le démantèlement du service public qu'est l'école, et son utilisation par des marchands de soupe.

Nous sommes contre la hiérarchie des sections — et aussi contre la hiérarchie des maîtres. On fait travailler les enfants à l'école maternelle et élémentaire en fonction de ce qui va les attendre plus tard, en sixième. De même, quand ils arrivent dans le premier cycle, ils travaillent en fonction de ce qu'on attendra d'eux dans les classes supérieures. Nous voudrions, ainsi, qu'on définisse clairement la finalité de l'école maternelle et de l'école élémentaire. »

Propos recueillis par CLAUDIA GUERON

d'un tout et ne peut être détaché de l'organisation de la journée, de l'année et des programmes scolaires. Or rien n'est prévu à court terme sur ce plan.

Dans le tiers-temps, les journées sont réparties entre les activités proprement scolaires et les disciplines d'éveil. Un système de ce genre est actuellement appliqué en Allemagne. En France, l'expérience de Vanves de « mi-temps pédagogique », effectuée avec une grande rigueur scientifique durant plusieurs années, a servi de base aux études menées depuis sur cette question.

A Vanves, les matinées sont consacrées aux activités intellectuelles ; les après-midi, aux sports et aux loisirs, toute la semaine, sauf le dimanche. Donc, pas question de jeudi ou de samedi libre.

Vacances à la carte

L'expérience de Vanves, malgré ses aspects positifs, ne peut être étendue à toute l'Education nationale, compte tenu de l'insuffisance des équipements et de la pénurie en maîtres. Par contre, le tiers-temps offre, dans l'immédiat, une solution de rechange satisfaisante. Devenu inutile dans le cadre du mi-temps, un congé d'une journée entière au milieu de la semaine demeure, selon les avis médicaux, indispensable dans un système de tiers-temps.

On ne peut toucher à l'organisation de la journée ou de la semaine sans revoir profondément les programmes scolaires. Et les aménager de telle sorte que le développement des aptitudes et de l'esprit critique des jeunes, et non l'enseignement d'un fatras de connaissances, y tiennent la première place. Mettre fin, en somme, à la pratique de l'entonnoir. Cela ne va pas sans remettre aussi en question le découpage de l'année scolaire et la répartition des vacances.

Les travaux de l'équipe de Chalendar contiennent cependant une idée intéressante : l'organisation d'enseignements facultatifs et obligatoires, avec un système de vacances « à la carte ». Une expérience à suivre à Istres : l'ouverture d'un enseignement spécial aux adultes et aux jeunes de plus de quatorze ans, sans classe ni professeurs attitrés. A quand la « société sans école » ?

DIDIER BUFFIN

un certain socialisme

LA SUEDE EN QUESTION

une collection nouvelle de volumes de poche, toute entière consacrée à la Suède. Non pour proposer un "modèle" mais s'interroger sur des réalités suédoises dont la connaissance ne peut que nous éclairer.

Parus :

1. UNE SOCIETE MIXTE*
par **Jacques Arnault**
Structures et paradoxes de l'Economie suédoise: Capitalisme et Socialisme.

2. LA CULTURE ET L'ETAT*
par **Bengt Söderbergh**
Une politique culturelle dynamique et démocratique.

3. L'ENVIRONNEMENT SANS FRONTIERES****
par **J.-Ph. Barde et Ch. Garnier**
Environnement, politique et art de vivre.

4. ECOLE NOUVELLE, SOCIETE NOUVELLE*
par **Serge Richard**
Structures et méthodes d'un Enseignement rénové.

5. UNE POLITIQUE DU BIEN-ETRE***
par **Guy de Faramond**
La société au service de l'individu.

6. LA CONDITION FAMILIALE EN MUTATION
par **Anna-Greta Leijon et Marianne Kärre**
Préface de Nicole Bernheim.
Révolution féminine à la suédoise.

* 8,70 F ** 9,90 F *** 12,50 F **** 15 F

SEGHERS
6, rue du Mail - Paris 2e - *vente en librairies*

110

Retenez-la !

En Honda 125 S, il faut obéir à la loi. Sur route aussi.

Car si Honda a conçu la 125 S pour être reine en ville, elle n'en devient pas veau pour autant entre les villes. Elle tient tête, la mouflette, à bien d'étranges véhicules. Pilotés par des gens souvent bizarres. Et nerveux. Des jaloux, sans doute.

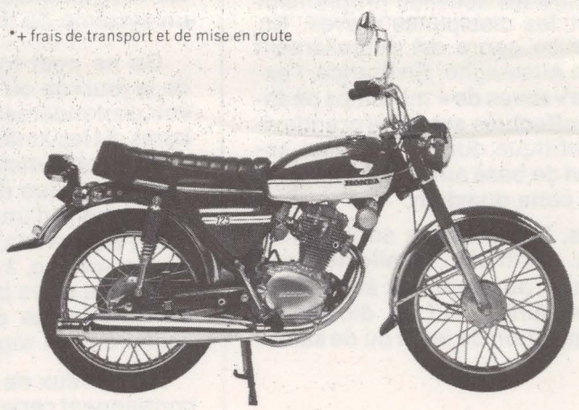
Cela s'explique fort bien : 125 cm3, 5 vitesses, 4 temps, nerveuse, maniable, sûre d'elle, même sous la pluie, la 125 S dépasse les 110 km/h. Elle ne consomme que 3 litres aux 100. Et ne coûte que 2 780 F t.t.c.*

Les autres...

Mais nous devons aussi obéir à la loi. Et ne pas dire ici, ne serait-ce que la vérité sur nos concurrents.

C'est dommage.

*+ frais de transport et de mise en route



HONDA 125 S

Plus de 2 000 concessionnaires en Europe dont 400 en France.

Courrier

Mansholt et nous

L'article de Jean-Pierre Chevènement sur le rapport Mansholt, que nous avons publié il y a quinze jours, a suscité un véritable débat parmi nos lecteurs. Nous publions ici la lettre de M. Doyennel, de Pavillons-sous-Bois, qui est en désaccord avec Chevènement mais dont les réflexions nous ont semblé intéressantes :

« Ainsi, selon J.P. Chevènement, Mansholt dans son document propose rien moins que de « casser le système ». Système capitaliste s'entend.

Ainsi, les gouvernements capitalistes d'Europe auraient désigné à la présidence de la Commission de la C.e.e. un homme chargé d'élaborer un plan proposant une Europe planifiée « délivrée du profit, de la rentabilité à court terme et des mythes de la croissance capitaliste ».

Ainsi, il ne faudrait pas confondre « l'Europe des grandes affaires de Pompidou avec celle de Mansholt ». La preuve en serait d'ailleurs donnée par Huvelin...

Voilà une démarche qu'il paraît difficile de suivre, car elle impliquerait l'idée que le système capitaliste pourrait se transformer par lui-même, ou plutôt, l'idée que des institutions européennes du capital — la Commission de la C.e.e., en l'occurrence — auraient la possibilité de se retourner contre le système qui les a mises en place.

C'est la technocratie au-dessus des classes, ou plus précisément la technocratie qui dépasse la classe qui l'a engendrée.

Ce qui est évident, c'est que les thèses développées dans le document Mansholt :

1 — s'attaquent aux conséquences négatives de la croissance et non aux causes fondamentales ;

2 — proposent des solutions à partir d'un malthusianisme incroyable qui a pour conséquence — ou pour but ! — de réduire considérablement le niveau de vie de la population et des couches sociales les plus démunies actuellement.

Cela, les travailleurs, les forces révolutionnaires à plus forte raison, ne sauraient l'accepter.

Il n'est pas très marxiste de dire que l'accroissement des biens de consommation « conditionne » la classe ouvrière, même s'il est vrai qu'il accroît les disparités entre les classes. Ou alors, si cela est vrai, il faudrait penser que la paupérisation, la misère des peuples est facteur de « déconditionnement » ?

Il faudrait penser que les millions de travailleurs non qualifiés — femmes, immigrés et jeunes O.s., notamment — exploités à outrance, qui n'accèdent que partiellement à la consommation tellement est sous-rémunérée leur force de travail, sont moins conditionnés que les ouvriers qualifiés et les techniciens.

Il n'est pas sérieux, alors que des millions de travailleurs, de familles ouvrières ne parviennent qu'à force de privations à joindre les deux bouts, de dénoncer « la croissance continue des produits et des besoins », même s'il est vrai que le système capitaliste est obligé de créer quelques besoins artificiels en manipulant les goûts, les modes, etc.

La question est de choisir entre la croissance capitaliste pour le profit ou la croissance socialiste pour les besoins des hommes. Tous les besoins.

Par ailleurs, quand Mansholt affirme la nécessité de rechercher des formes de production très différenciées impliquant une planification fortement centralisée et une production largement décentralisée (après avoir pris soin de récuser le socialisme d'Etat, ce en quoi il n'a pas tort, mais c'est là un problème entre les partisans du socialisme), il ne faut pas pour autant conclure qu'il « esquisse l'image du socialisme autogestionnaire ».

L'autogestion que nous défendons, qui précisément établit une liaison directe entre l'effort productif et la satisfaction des besoins matériels et culturels, c'est tout le contraire des perspectives Mansholt. Et ce n'est pas là seulement une question d'état d'esprit, de mentalité. C'est surtout un problème touchant à la notion de responsabilité.

Nous, socialistes, nous différencions des communistes par certaines conceptions. Notamment, nous accordons à la qualité de la vie une plus grande importance. C'est pourquoi nous ne rejetons pas le « vivre mieux », mais nous lui ajoutons le « vivre autrement ». Les aspects qualitatifs de la vie ne sauraient donc s'isoler de ses moyens quantitatifs.

Non, décidément, la question n'est pas de choisir entre la chlorophyle ou le béton, n'est pas de choisir entre des ventres pleins ou des têtes creuses. La question n'est pas de choisir entre diverses possibilités de croissance capitaliste (P.n.b. ou U.n.b.). Or, c'est simplement cela que propose Mansholt.

Ceci dit, l'article de Jean-Pierre Chevènement a le mérite de poser des problèmes importants à la réflexion des lecteurs de « l'Unité ».

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Ma part de vérité

Flash-back sur N'Krumah

Samedi 29 avril

Le Consul de France pestait dans la voiture qui nous conduisait à notre résidence. « Ces idiots d'Anglais ! Avec deux mitrailleuses, ils liquidaient tout ça. » Je venais d'atterrir à Accra pour représenter le gouvernement Guy Mollet aux fêtes de l'indépendance du Ghana. C'était en 1957. La longue Chrysler noire traversait un carrefour où l'émeute avait éclaté quelques années plus tôt. Le consul, un Alsacien rougeaud, me prenait à témoin de cette stupidité : « Deux mitrailleuses pour un Empire ! Oui, vraiment, des idiots, ces Anglais. » Assis à côté du chauffeur en livrée, le jeune interprète africain qui m'avait accueilli à l'aéroport au nom de Kwame N'Krumah écoutait, se taisait. Sans doute méditait-il sur la façon dont, en ce jour de liesse et de gloire, les invités français du « Rédempteur » concevaient le sens de l'Histoire. Je n'ouvris pas la bouche. De mauvais gré, mon consul ravala sa colère.

Les délégations accourues du monde entier ressemblaient à une troupe de théâtre en tournée avec une seule pièce à l'affiche. Elles inauguraient en série les indépendances africaines. Les premiers rôles étaient tenus par Richard Nixon, alors vice-président des Etats-Unis d'Amérique, le président du Tribunal suprême d'U.r.s.s., dont j'ai oublié le nom au moment de l'écrire, le Prince Fayçal, frère et Premier ministre du roi d'Arabie, qu'il s'apprêtait à déposer, et Habib Bourguiba, qui prenait rendez-vous à la ronde pour son indépendance à lui, à Tunis.

Nous passions ensemble des heures à attendre le déroulement des cérémonies. Des sympathies se nouaient, des rivalités naissaient, sans lien avec l'état des alliances et des conflits en cours. Pat Nixon, un sourire immuable sur son mince visage, multipliait les prévenances. Sauf pour les quatre personnages que j'ai cités, le protocole épousait platement l'ordre de l'alphabet. La Grèce et l'Ethiopie n'eurent bientôt plus de secrets pour moi.

L'indépendance du Ghana fut proclamée deux fois. Au Parlement, d'abord. Raide et pincée sur son trône de bois doré, Marina, duchesse de Kent, officia pour le compte de la reine d'Angleterre qui n'avait pu ou voulu se déplacer. Le président de l'Assemblée, portant, comme ses assesseurs, perruque blanche, robe rouge et souliers à boucle, prononça les phrases sacramentelles. J'observai N'Krumah, perdu dans les rangs de la majorité, immobile. Il n'intervint pas. Tout se régla comme si l'Angleterre décidait, octroyait. Le ministre anglais Butler, dont on disait qu'il succéderait à Mac Millan, bâillait d'ennui. On était à Westminster. L'affaire faite, l'assistance bariolée des invités applaudit, s'ébroua et se congratula sous la chaleur épaisse et moite où bourdonnaient les mouches.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Un autre spectacle allait commencer, qui n'était pas prévu au programme. Sur la place proche du Palais, un échafaudage de tubulures avait été dressé autour d'une arène. Au milieu de l'arène s'élevait un podium, haut et étroit, auquel on accédait par une échelle de bois. Une foule énorme emplissait les gradins, se pressait aux portes. Entraîné par le mouvement, je suivis et, non sans peine, entrai. Là bougeait, criait, chantait l'Afrique délirante. Dans le chatoiement des couleurs, je remarquai que le bleu dominait. Mais la fête ne fut pas celle que je croyais.

Les hommes qui montèrent à la file indienne les barreaux de l'échelle, je les avais vus à l'Assemblée, une heure auparavant, groupés autour de N'Krumah. C'étaient les nouveaux dignitaires, les ministres, les dirigeants de l'organisation révolutionnaire Convention's People Party. Ils avaient quitté la toge et revêtu la tunique rayée des bagnards de Sa Majesté. Des chaînes entravaient leurs mains, des boulets traînaient à leurs pieds. Ils chantaient et, parvenus sur le podium, dansaient presqu'immobiles en tournant sur eux-mêmes au son des tam-tams guerriers. Puis il levèrent leurs mains liées au-dessus de leurs têtes et le silence s'établit. N'Krumah parla quelques instants. Une formidable clameur lui répondit.

L'après-midi, je questionnai N'Krumah pour qu'il m'expliquât le sens de cette scène. Défi ? Rite expiatoire ? Il a souri et n'a rien dit. Philippe Decraene écrit dans « Le Monde » : « En sortant de prison où il avait été jeté pendant quatorze mois et sur l'ordre des autorités britanniques, N'Krumah avait trempé sept fois ses pieds dans le sang d'un mouton, offert en holocauste pour se laver de la souillure des geôles. » Cette fois-ci, on n'avait pas tué un mouton, mais on s'était lavé d'une grande et très ancienne misère.

Le dernier soir eut lieu le bal. J'allai au Palais du gouverneur, où la duchesse de Kent recevait. Les chefs de délégation s'inclinaient devant elle. Elle les retenait un moment et, bien qu'aucun ne fût oublié, tous avaient le sentiment d'une insigne faveur. Après un bref échange de vues sur le temps qu'il faisait ou sur l'agrément du voyage, un huissier de Cour hâta le processus et désigna d'un doigt impérieux la porte à prendre.

On savait que la duchesse devait ouvrir le bal avec N'Krumah. Elle arriva, enchâssée dans une robe de fil d'or et de perles qui la tenait toute droite, et se plaça au centre du salon. N'Krumah, qui, en spencer blanc, avait distraitement assisté Marina dans son office diplomatique, franchit la houle des uniformes, des queues de pie et des smokings, la barre des torses vitrifiés, et vint à elle. Il avait encore changé d'habit et revêtu la kente (« toge précieuse faite de l'assemblage minutieux d'étroites et longues bandes de coton tissé », note Decraene) laissant le côté droit du torse nu. Il saisit le paquet d'or et de perles et entama un slow. « C'est lui le Roi », souffla l'ambassadeur de France que le Quai d'Orsay m'avait donné pour compagnon.

Le front large, les traits du visage équilibrés, un corps d'athlète heureux, il émanait de Kwame N'Krumah une force inégalable. Je ne l'ai pas oublié tel qu'il était ce jour-là, malgré ce que j'ai su par la suite de l'usure et des boursouflures. Il est mort d'un cancer l'autre semaine, à Bucarest. Très loin de l'Afrique noire qui a perdu dans ce messie manqué l'un de ses fondateurs.

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT